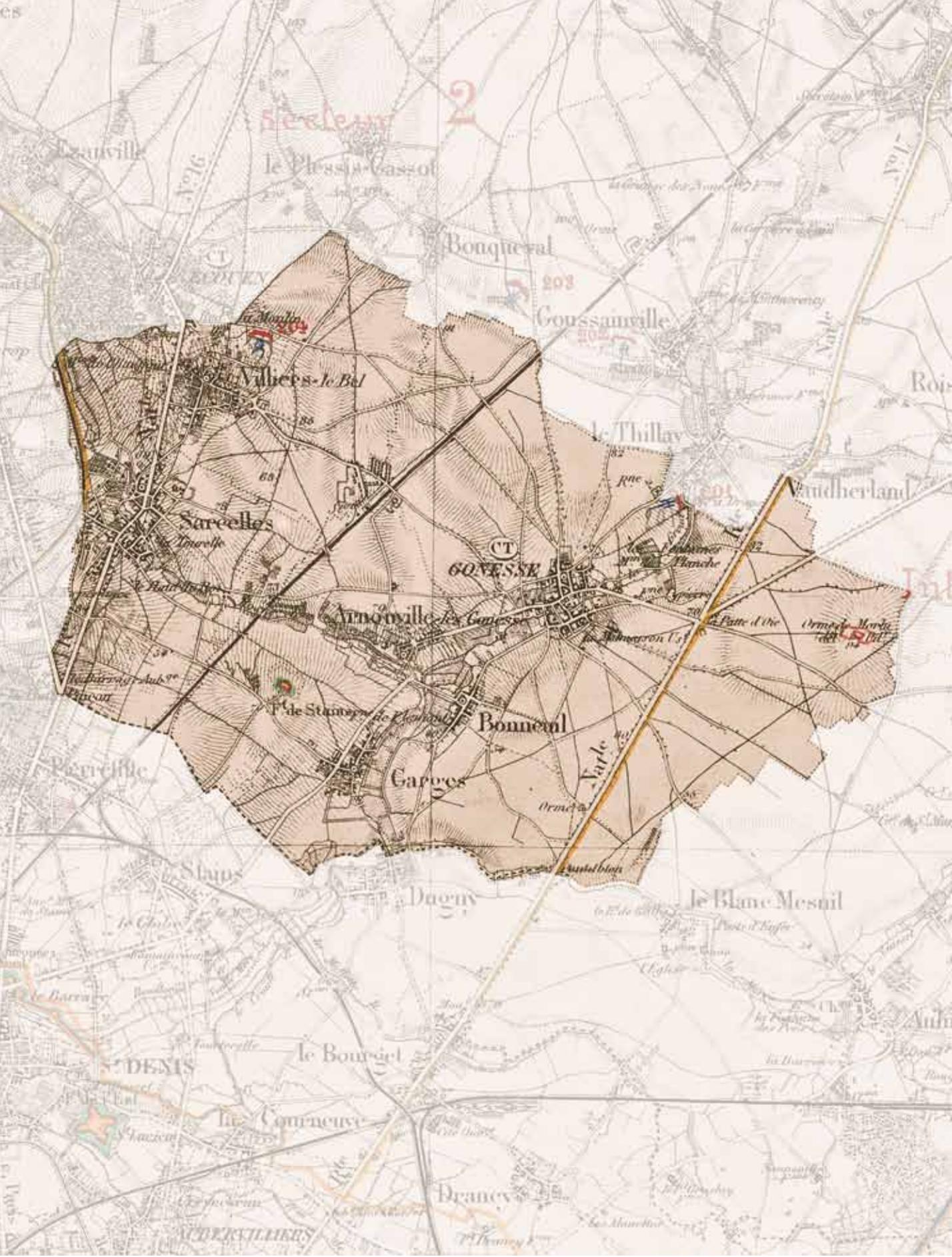


Patrimoine en Val de France

N° 12, Septembre 2014

1914-1918
La Grande Guerre





Les communes de Val de France, sur une carte militaire du 28 août 1914

Préface

1914-2014 : une histoire partagée

A l'initiative du gouvernement, a été créée une Mission du Centenaire « chargée d'accompagner la mise en œuvre du programme commémoratif du Centenaire » de la première guerre mondiale.

Ce Centenaire a pour objectif de transmettre aux jeunes générations l'histoire et les mémoires de la Guerre de 1914-1918 et d'être, pour tous, « un temps d'introspection civique et de réflexion historique autour d'une mémoire unificatrice porteuse de valeurs ».

A ce jour, l'appel à projets émanant des différents comités soutenant cette commémoration d'un genre nouveau de la guerre 14-18 a rencontré un large écho et nombre de propositions ont déjà été validées par la Mission du Centenaire.

La communauté d'agglomération Val de France, de par l'intérêt qu'elle porte « aux mémoires et identités » de son territoire a tenu à répondre à cet appel et a déposé un dossier de grande qualité qui a reçu le label du Centenaire.

Les actions proposées par la Mission Mémoires et Identités en Val de France sont diverses, partagées et, à l'échelle de notre territoire, partenariales : atelier avec des lycéens, expositions dans les bibliothèques, ciné-concert avec débat, page Facebook, publications... Un ensemble d'initiatives qui, conduites ensemble avec les projets des communes membres et des associations historiques locales, constituent une mobilisation d'une ampleur inédite.

La publication de ce numéro de la revue *Patrimoine en Val de France* s'inscrit dans le cadre de notre participation à ce Centenaire. Ainsi, vous pourrez, dans ce numéro 12, prendre connaissance d'articles qui évoquent, iconographie à l'appui, la vie quotidienne des habitants de notre territoire situé, pendant la Grande Guerre, dans le Camp retranché de Paris et à l'arrière, mais néanmoins à proximité, du Front.

Didier Vaillant

Président de la Communauté d'agglomération
Val de France

Maurice Bonnard

Vice-Président de Val de France
chargé des Actions pour la Mémoire
et l'Identité

S O M M A I R E

- 1 Préface**
Didier Vaillant
Maurice Bonnard



- 3 Editorial**
Catherine Roth

- 4 Avant que la guerre éclate...**
Catherine Roth

- 6 Parcours de poilus sarcellois**
Lycéens de Sarcelles



- 9 L'accueil de réfugiés**
Pierre-Jacques Derainne

- 12 Dans le camp retranché de Paris**
Frédéric Guyon



- 16 Le berceau du tir antiaérien**
Denis Watel

- 18 Rencontre avec les colonies**
Catherine Roth



- 21 Vie chère et pénurie**
Maurice Bonnard

- 24 Figures féminines**
Portfolio

- 26 Bataille de la production agricole**
Denis Savineaux

- 30 Mémoire de pierre**
Marie-Madeleine Canet
Antoinette Yvernogeu

- 34 La mobilisation des enfants**
Fiche pédagogique
Musée de l'Éducation du Val d'Oise

- 36 Correspondances militaires**
Fiche pédagogique

- 38 Assister les blessés nerveux**
Fiche pédagogique

- 40 Pour en savoir plus**

- 41 CHANTIERS DU PATRIMOINE**

- 42 Commémoration de la Grande Guerre**

- 46 En bref**

- 48 L'invité :
Le musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines**

En couverture : Soldats faisant des achats à deux marchandes ambulantes, 1915.

Ci-contre : Foule rassemblée autour de l'épave d'un avion allemand abattu à Gonesse, 1918.

Directeur de la publication : Didier Vaillant. **Rédactrice en chef :** Catherine Roth. **Rédaction :** Maurice Bonnard, Marie-Madeleine Canet, Pierre-Jacques Derainne, Frédéric Guyon, Sophie Jobez, Lycéens de Sarcelles, Musée de l'Éducation du Val d'Oise, Catherine Roth, Denis Savineaux, Antoinette Yvernogeu, Denis Watel.

Maquette, mise en pages, photogravure, préresse : Conseil Graphique-Éditions du Valhermeil, CG0792.

Impression : Corlet S.A. **IMPRIMERIE** Routage : GIS.

Crédit photographique et illustrations :

© Rue des Archives/RDA : p.7 haut. © Neurdein / Roger-Viollet : p.18 haut. © Claire Morère : p.31 bas, p.32. © Fanny Mesnard : p.46 droite. © Emmanuelle Bayart : p.47 bas gauche. BNF / Agence Rol : Couv., p.2a, p.6 haut, p.8 bas, p.9, p.11 haut gauche, p.22 haut, p.28 haut. BNF / Meurisse : p.27 bas. BNF : p.6 bas, p.11 haut droite, p.25 milieu droite, p.25 bas droite. CICR : p.7 bas. Coll. BDIC : p.8 haut [BDIC_VAL_001_100], p.13 droite [BDIC_VAL_400_032], p.15c [BDIC_VAL_396_045], p.17 haut [BDIC_VAL_396_019], p.19 [BDIC_VAL_396_088], p.27 haut [BDIC_AFF_017027], p.29 [BDIC_VAL_398_054]. © Préfecture de Police. Tous droits réservés : p.18 bas [D/B 331]. © Conseil Général du Val d'Oise : p.41, p.42 bas, p.47 bas droite. © Coll. Musée de l'Éducation du Val d'Oise : p.34, p.35. © Coll. Musée de la ville / Photo D.Huchon : p. 41, p.48. © Anti-Aircraft Service Records : p.17 bas. © Lycée Jean-Jacques-Rousseau de Sarcelles : p.41, p.42 haut, p.42 milieu. © Collectif Fusion : p. 41, 43 haut. © Sarcelles et son histoire : p. 41, p.43 bas. © INRAP : p. 41, p.44 haut. *La baïonnette* / Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque historique de la Ville de Paris : p.24 bas gauche, p.25 bas gauche. Archives nationales d'outre-mer : 2° de couv [FR ANOM 44 PA 11/73]. Archives Départementales du Val d'Oise : p.4 haut [30fi207 1]. Archives Départementales des Yvelines : p.23 [103 J 25 sup 37]. Service archives et patrimoine de Gonesse : p.31 haut gauche [1M 7], p. 41, p.44 milieu, p.46 milieu. Archives municipales de Garges-lès-Gonesse : p.4 bas [9F104], p. 41, p.44 bas droite, p.47 haut gauche. J.P.G.F. : p.46 gauche. Coll. part. Maurice Bonnard : p.2b, p.2c, p.2d, p.3, p.5, p.10, p.11 bas, p.12, p.13 gauche, p.14, p.15a, p.15b, p.15d, p.16, p.20, p.21, p.22 bas, p.24 haut, p.24 bas droite, p.25 haut gauche, p.25 haut droite, p.26, p.27 milieu, p.28 bas, p.30, p.31 haut droite, p.33, p.38, p.39, p. 41, p.43 milieu, p.47 milieu. DR : p.41, p.44 haute. Tous droits réservés.

Editorial

Plus rien ne fut pareil dans les six villages de Val de France après ce 1^{er} août 1914 qui annonça la mobilisation générale. Pendant les quatre années que dura le conflit, mais aussi après l'Armistice du 11 novembre 1918.

Ce fut le départ des hommes au front, l'accueil de réfugiés fuyant la Belgique et les départements occupés, la bataille de la production



tion dans les champs et les fabriques, la mobilisation des femmes et des enfants dans l'effort de guerre, le va-et-vient de lettres, la vie chère et les pénuries, les manifestations patriotiques... Cette vie « à l'arrière » était marquée par la proximité de la capitale. Car ce secteur du camp retranché de Paris fut proche du front à deux reprises et subit de nombreux bombardements. Les soldats y vinrent en nombre, pour défendre la capitale, apprendre le « tir contre aéronefs » ou se reposer après des combats en première ligne.

Ce fut une vie de souffrances. Les quelque 460 noms de « Morts pour la France » inscrits sur les monuments aux

morts en témoignent. Les plus traumatisés par ce conflit d'une violence inouïe furent les « blessés nerveux » de l'école de rééducation, ouverte ici en 1920. Ce fut aussi un grand charivari social : nouvelles responsabilités confiées aux femmes, rencontres avec des soldats venus des colonies ou des Etats-Unis, réputations ou richesses qui se font et se défont... Rien, ni personne, ne fut tenu à l'écart de cette guerre totale.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France



Dans la rue principale de Bonneuil, vers 1910.

Avant que la guerre éclate...

Comment vivent les villages de Val de France à la veille du conflit ? Promenade au fil des mois de juin et juillet 1914, pour découvrir un territoire en transformation, à l'heure de la Belle Époque.

En ce mois de juin 1914, les récoltes battent leur plein. Après les petits pois, c'est la fenaison, en attendant la moisson. Les travaux des champs rythment une part de la vie locale et accaparent à la belle saison les cultivateurs, tout comme les ouvriers agricoles, journaliers et artisans à leur service. Les commerçants ne chôment pas, grâce aux saisonniers agricoles ou briquetiers, ainsi qu'aux Parisiens installés pour l'été dans leur propriété bourgeoise ou leur modeste cabanon. Le travail ne manque pas non plus dans les nombreuses blanchisseries et autres petites industries du secteur. Celles-ci favorisent le travail des femmes, plus nombreuses que jamais à exercer une activité professionnelle.

Brassage des origines

Dans les pavillons se multipliant autour des gares, les habitants se débattent avec le manque d'eau ou l'absence de rues. Le 21 juin, le Comité des intérêts généraux de la Lutèce se rend à la mairie de Garges pour réclamer l'ouverture d'une école dans le lotissement. Comme il faut rejoindre chaque matin en train les bureaux et les usines de Paris ou de la Seine, il ne reste que le dimanche pour apprécier la campagne qu'on est venu chercher en habitant ici.

L'installation de ces banlieusards dans les communes a augmenté la population. En 1911, Garges recense déjà 589 habitants, Arnouville 870, Villiers-le-Bel 1 661, Sarcelles 2 687 et Gonesse, chef-lieu de canton, 3 043 ; seul le village de Bonneuil, avec ses 335 âmes, est resté à l'écart de ces transformations. Ces nouveaux habitants comptent des originaires de province ou de l'étranger, notamment de Belgique, mais ceux-ci vivent aussi dans les noyaux villageois, depuis plusieurs décennies, et sont en nombre croissant.

Pouls républicain

En l'absence de congés payés, seuls les écoliers ont des vacances. L'année scolaire se clôt par la distribution des prix à la mi-juillet, une manifestation solennelle, en présence des pompiers, de la fanfare, du maire, parfois du



Lotissement de la Lutèce, à Garges, vers 1910.

député, célébrant la grandeur de l'école républicaine. Certes, les établissements privés sont nombreux sur le territoire, accueillant tant les enfants de notables que la progéniture de Parisiens. Mais l'enseignement gratuit et obligatoire a pris corps, pièce maîtresse de la modernisation de la France, aux côtés de l'industrie, des transports, de la médecine, des sciences...

Chaque dimanche, les églises font le plein de villageois. Depuis la séparation de l'Église et de l'État de 1905, les relations entre les maires et les curés se sont grippées, des clans se sont formés. Bien d'autres institutions républicaines ont changé la vie locale ces dernières décennies : les lois d'assistance – pour les indigents, les vieillards, les femmes en couche...-, l'encadrement du travail des enfants, les droits des ouvriers, la liberté d'association, le service militaire pour tous...



Après la distribution des prix des écoles, devant la mairie de Villiers-le-Bel, 1909.

Flammes patriotiques

Depuis 1905, c'en est fini des tirages au sort qui permettaient d'échapper à la conscription. Tous les jeunes gens font le service militaire, étendu en 1913 de deux à trois ans. Cet été là, la fête des conscrits n'est plus qu'un souvenir pour les appelés de la classe 1914 ; ce n'est qu'à l'automne qu'ils doivent rejoindre les casernes. Nombre d'entre eux entretiennent leur forme physique ou perfectionnent leur maniement de la carabine dans les sociétés de préparation militaire, de tir ou de gymnastique. Le 21 juin, l'Espérance de Villiers-le-Bel est fière de remporter le « Premier prix du bataillon » au concours de Meaux, et « se promet déjà de préparer avec ardeur le concours de l'année prochaine ».

Le 19 juillet est le 44^{ème} anniversaire de la déclaration de la guerre de 1870, « la guerre la plus désastreuse que la France ait jamais

subie », selon les termes du journal local. Les anciens n'ont pas oublié ce conflit. L'occupation allemande avait duré six mois et dévasté les villages de Val de France. L'esprit de revanche a toutefois décliné au profit d'un sentiment patriotique, inculqué sur les bancs de l'école et partagé par tous. Ce 14 juillet, comme tous les ans, les habitants pavent leurs maisons et se rassemblent pour le bal, les jeux et autres réjouissances de la fête nationale, au-delà des clivages politiques ou sociaux.



Société de gymnastique La France de Gonesse, 1910.

Belle époque

Cet été là, l'heure est à l'insouciance, sur fond de paix, de progrès techniques, économiques et sociaux, de développement des loisirs. Les réseaux d'eau, d'électricité et de gaz sont en extension dans les communes de Val de France. Les petites fabriques et les boutiques prospèrent, pourvoyeuses d'emplois et de nouveautés. On s'extasie devant les premières représentations du cinématographe ou les aventures des pionniers de l'aviation, on découvre le plaisir du football ou du vélo...

Ces mutations ne manquent pas de créer des tensions, notamment entre les générations. Fin juin 1914, à Villiers-le-Bel, le Conseil municipal déplore les agissements « d'une partie des jeunes gens de la localité et des environs qui insultent grossièrement les passants ou qui, à bicyclette, traversent à toute vitesse les rues de la commune, risquant d'occasionner des accidents ». Mais ces discordes n'entament pas le sentiment de vivre une « belle époque » dans cette campagne de la banlieue parisienne. Jusqu'à ce que la guerre, soudain, éclate.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France



Parcours de poilus sarcellois

Les trains emportent les hommes en âge d'être mobilisés vers des destins divers. Autant de départs, autant d'expériences, comme en témoignent les parcours de quatre soldats originaires de Sarcelles.

Le samedi 1^{er} août 1914, dans l'après-midi, à Sarcelles comme dans toutes les communes de France, les cloches de l'église sonnent le tocsin et des affiches sont placardées annonçant la mobilisation générale pour le lendemain, 2 août. C'est la stupeur et l'émotion. Certains sont enthousiastes, d'autres se résignent à partir le cœur serré.

Eugène Flandrin

Eugène Flandrin a alors 21 ans. Fils d'un journalier (les journaliers sont des sortes d'interimaires), il est cultivateur et habite 3 rue des Bauves. Ce 1^{er} août 1914, il est en train de faire son service militaire, au 148^e régiment d'infanterie. Il part combattre en Belgique (Dinant, Namur, Onhaye, Anhée), puis dans le nord-est de la France (Coucy-le-château, Berry-au-bac, Pontavert... des communes situées près de Reims). Dans les tranchées, il subit des bombardements et des tirs d'embuscade, stressants et épuisants. Ce sont aussi de longues périodes d'ennui et de manque de sommeil. Les rats et



Affiche de la mobilisation, août 1914.



Tranchée de première ligne.

les poux tourmentent les soldats jour et nuit. L'insalubrité et l'humidité froide provoquent la maladie du pied des tranchées (infection qui peut causer la gangrène et nécessiter l'amputation). Cette vie est si dure que certains se mutilent eux-mêmes pour échapper aux combats et rentrer chez eux.

Eugène est blessé le 16 février 1915 durant l'attaque des bois du Luxembourg, qui est une mission de diversion ingrate au cours de laquelle 250 hommes meurent ou sont blessés. Il est l'un d'eux, il perd son œil gauche en coupant des fils barbelés. Durant le conflit, il y aura 4,3 millions de soldats français blessés comme lui, dont près de 300 000 mutilés. La guerre est alors finie pour Eugène, il est réformé le 28 avril 1915. Décoré de la médaille militaire et de la croix de guerre avec palme, il rentre à Sarcelles. Pour lui, à moitié aveugle, le retour est difficile. Après la guerre, il est condamné plusieurs fois pour vol et abus de confiance.

Eugène Arrazat

Eugène Arrazat vit 16 boulevard de la Gare (boulevard du Général-de-Gaulle aujourd'hui), seul avec une gouvernante, et travaille comme peintre. Il a 41 ans et à cause de son âge, il n'est mobilisé que le 17 août 1914. Il est placé dans l'infanterie territoriale : c'est une formation militaire composée d'hommes âgés de 35 à 47 ans, considérés comme trop vieux pour intégrer un régiment d'active. On les surnomme « les pères ». Ils doivent assurer un service de garde et de police dans les gares, aux frontières, dans les forts... Certains de ces hommes âgés ont été renvoyés dans leur foyer, comme Eugène qui rentre à Sarcelles dès le 17 août.

Mais la guerre durant et faisant beaucoup de tués et de blessés, il faut les rappeler. Le 6 septembre 1915, Eugène doit partir pour combattre avec le 9^e régiment d'infanterie territoriale. Un mois plus tard, sur le champ de bataille à Wez (dans la Marne), il est fait prisonnier par l'armée allemande et est maintenu en captivité au camp de Darmstadt, en Allemagne. Près de 500 000 soldats français ont été faits prisonniers comme lui durant la guerre. Les conditions de vie dans les camps sont dures : malnutrition, manque d'hygiène, entassement, froid lors du mauvais temps. Eugène tombe malade et souffre d'un emphysème pulmonaire. Le 16 novembre 1918, cinq jours après l'armistice, il est rapatrié en France. Malgré son invalidité, il reprend le travail comme journalier.



Camp de prisonniers de Darmstadt, en Allemagne.

Charles Mathieu

Lorsque la guerre éclate, Charles Mathieu a 18 ans. Il est jardinier dans l'entreprise d'horticulture de son père. Sa famille vit et travaille au 65 rue de Paris (rue Pierre-Brossolette aujourd'hui). Il est incorporé dans l'armée le 12 avril 1915 : pour les garçons de son âge, l'appel a été avancé de près de 20 mois à cause de la guerre. Il est versé dans le génie : c'est une formation militaire qui est spécialisée dans les fortifications, la construction ou la réparation de routes, de ponts, de voies de chemin de fer, le creusement de galeries en direction des lignes ennemies... Les soldats y sont appelés des sapeurs- mineurs.

Affecté au 3^e régiment du génie puis, à partir du 7 juillet 1916, au 6^e régiment du génie, Charles accomplit son devoir de sapeur-mineur en de nombreux endroits : dans l'Aisne, dans la Somme, en Champagne... Le 21 novembre 1917, il part avec sa compagnie en Italie, lorsque des troupes françaises y sont envoyées



Construction d'un pont par des soldats du génie, 1917.

pour apporter leur aide sur le front austro-italien. Le 11 octobre 1918, à l'est d'Asagio, il se distingue lors d'une opération visant à détruire des abris ennemis et est décoré de la croix de guerre avec étoile de bronze. Un mois plus tôt, sa compagnie est passée en revue par le roi d'Italie. Elle participe à la bataille finale de Vittorio Veneto, qui permet la victoire sur l'Autriche, avant l'armistice. Charles est démobilisé le 16 septembre 1919. Il retourne à Sarcelles, avant de déménager quelques mois plus tard à Issy-les-Moulineaux.

Edmond David

Comme Charles, Edmond David a 18 ans lorsque la guerre commence. Il est imprimeur lithographe et habite 4 rue du Chaussy, avec ses parents qui sont journaliers et ses deux frères. Il part le 12 avril 1915 pour rejoindre le 51^e régiment d'infanterie. Il se bat la première fois le 25 avril à la tranchée de Calonne, puis combat en Champagne. Il quitte son régiment le 5 décembre 1915 pour rejoindre le 129^e. En effet, il y a souvent des changements d'affectation pour reformer les régiments décimés, surtout dans l'infanterie, la plus touchée par les violentes attaques. En avril et en mai 1916, il participe à la bataille de Verdun, une des plus sanglantes du conflit. Le 19 juillet 1916, Edmond change à nouveau de régiment et est affecté au 329^e d'infanterie. Il participe à la terrible bataille de la Somme, avant de partir dans le secteur de Reims.

Au printemps 1917, son régiment est engagé dans l'offensive du Chemin des Dames, qui doit être décisive mais finit une fois de plus dans un bain de sang. C'en est trop pour les soldats. Des mutineries secouent les 2/3 des régiments français, dont celui d'Edmond. 3 500 hommes sont condamnés à cause de ces protestations, dont 554 à mort ; une cinquantaine sont effectivement fusillés. En juillet 1917, Edmond combat à nouveau au Chemin des Dames et y meurt le 22, tué par l'ennemi. La Grande Guerre a tué 1,4 millions de soldats français sur près de 8 millions de mobilisés. C'est le premier conflit à utiliser des moyens modernes et industriels (obus, mitrailleuses, gaz...). Le nom d'Edmond est inscrit sur le monument aux morts de Sarcelles, comme tant d'autres...

Miléna, Stella, Alexis, Amine, Emilie, Martin, Naveed, Scott

Lycée Jean-Jacques Rousseau de Sarcelles



Près de Verdun, 1916.

Nous avons préparé cet article lors d'un atelier mené dans le cadre de l'Accompagnement Personnalisé, aidés par Catherine Roth, responsable de la Mission Mémoires et Identités en Val de France, et Céline Gandon, professeur documentaliste au lycée. Pour suivre le parcours de ces poilus sarcellois, nous avons étudié des documents d'archives. À l'aide d'Internet nous avons pu accéder depuis le Centre de documentation et d'information du lycée aux documents des Archives départementales du Val d'Oise et des Yvelines, des Archives du ministère de la Défense et de la Bibliothèque nationale de France. Les Archives municipales de Sarcelles nous ont aussi aidés.



Réfugiés belges traversant le nord de la France

L'accueil de réfugiés

Tandis que les villages de Val de France se vident des hommes partant au front, des réfugiés de Belgique et des départements occupés s'y installent et tentent de surmonter cette douloureuse épreuve.

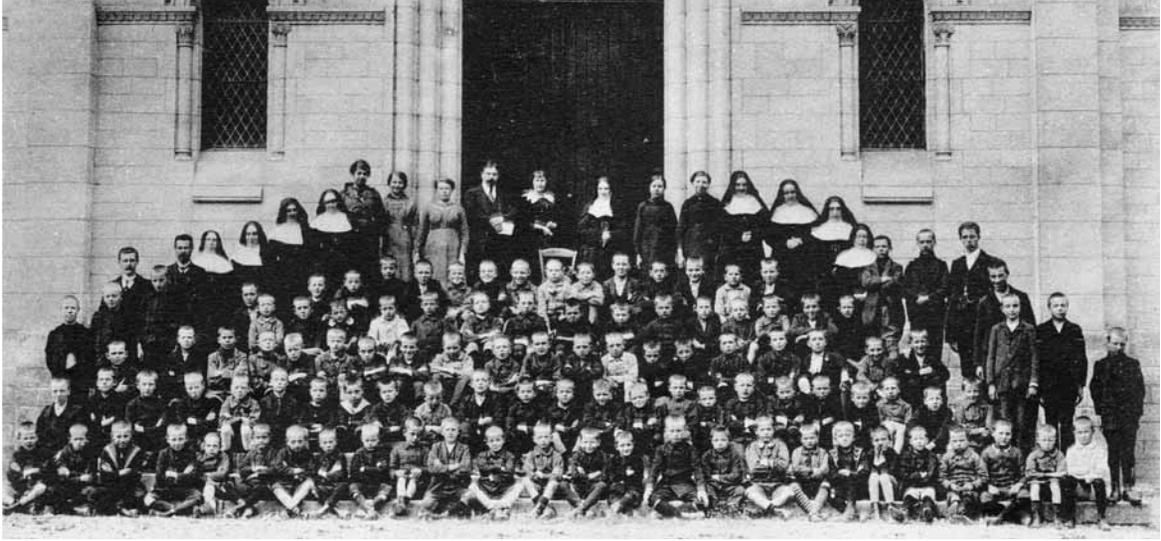
L'avancée des troupes allemandes dès le début de la guerre et les exactions qui l'accompagnent poussent des populations terrorisées à fuir précipitamment la Belgique, les départements du nord et de l'est de la France. Les plus aisés partent en automobiles lourdement chargées, les plus pauvres à pied, entassant comme ils peuvent enfants, mobilier et affaires dans des landaus, sur des vélos, brouettes, voitures à bras, chariots tirés par un cheval, voire par des chiens... D'autres encore sont expédiés dans des trains en convois spéciaux, parfois avec leur bétail, loin des combats. Ces déplacements contraints se poursuivent durant le conflit et s'intensifient avec l'offensive allemande du printemps 1918. Au moment de l'armistice, plus de deux millions de Français sont des réfugiés, auxquels s'ajoutent ceux de Belgique et de Serbie.

Les réfugiés préfèrent généralement se diriger vers les zones proches de leur domicile, notamment la région parisienne qui, en outre, offre des possibilités de travail, de logement

et de secours. Les autorités, qui craignent de trop fortes concentrations, tentent de les disperser sur l'ensemble du territoire français, le plus souvent en vain. Dans l'arrondissement de Pontoise – l'actuel Val-d'Oise –, les réfugiés sont 6000 en juillet 1915, 9700 un an plus tard, dont 2800 Belges, 1845 originaires de l'Aisne et 1550 du Nord. Leur nombre frôle les 15000 en septembre 1917 puis culmine à 27000 en décembre 1918.

Le regroupement

Dans les communes de Val de France, les premiers réfugiés arrivent dès 1914, telle cette famille, évacuée en septembre de Remoiville (Meuse), qui s'installe au 97 rue de Paris à Sarcelles. Les convois amènent ensuite de nouveaux déshérités dont des femmes, vieillards, enfants, malades, infirmes... Ces exilés tentent de reconstituer des fractions de familles ou des petites communautés de terroir, s'appuyant souvent sur le réseau de parents qui ont migré avant la guerre, parfois de longue date.



Enfants réfugiés de Belgique, dans la « colonie scolaire » de Sarcelles, vers 1915.

C'est dans les communes les plus peuplées de Val de France qu'ils sont les plus nombreux. A Gonesse, ils sont 610 en juillet 1918, tandis que Sarcelles en compte 240 en février 1916, 357 en avril 1918. Parmi eux, il y a 160 enfants originaires d'Ypres, qui ont été installés par le gouvernement belge en juin 1915 au château – actuelle maison de retraite –, formant une « colonie scolaire ». A Garges, le nombre de réfugiés atteint la centaine en 1918, tandis qu'Arnouville en recense 300 pour la durée du conflit. Quelques-uns s'installent à Bonneuil, telle cette famille originaire de Villiers-au-Flos (Pas-de-Calais).

Le logement

Dans sa circulaire du 1^{er} décembre 1914, rappelant aux maires le devoir d'assistance de l'État, le ministre de l'Intérieur encourage l'installation des réfugiés chez l'habitant, « plutôt que dans des logements collectifs ». L'accueil dépend donc surtout des logements vacants, du bon vouloir de la population locale et de l'action plus ou moins volontaire des maires. Certains habitants n'hésitent pas à ouvrir leur porte à titre gracieux, comme ce couple de Gonesse qui « remplit ses devoirs patriotiques » en accueillant une famille de réfugiés de Soissons dans sa demeure de la rue Pierre-de-Thillay.

Les autorités préfectorales interviennent aussi, notamment à Sarcelles. C'est grâce à des arrêtés que trois familles du Pas-de-Calais peuvent occuper à partir de novembre 1917 une maison du 83 rue de Paris ou qu'une famille originaire de l'Aisne est protégée de l'expulsion de son logement au 41 rue de Paris en novembre 1918. Un mois plus tôt, une propriété au 32 rue de Chaussy a été réquisitionnée pour loger sept familles en provenance des départements du nord.

Parfois, des groupes d'évacués ne font que transiter. En juin 1918, deux convois de 600

personnes en tout, formés principalement du personnel de la distillerie de Vauciennes dans l'Oise, arrivent ainsi à Garges, accompagnés de 118 bœufs et autre bétail. Exténués, ces déplacés trouvent un salubre moment de repos dans la commune, où le maire leur délivre des bons de pain et de sucre, avant de repartir.

L'emploi

Les réfugiés installés en Val de France trouvent assez facilement du travail en raison des départs à l'armée et de la désorganisation des filières d'emploi saisonnier. Pour s'embaucher aux champs ou à l'usine, les réfugiés peuvent compter sur le bouche à oreille, sur les offres recensées à l'Office départemental de placement ou bien à l'Office de la main-d'œuvre agricole à Paris.

Ils se servent aussi de la presse, notamment des journaux de réfugiés. Le *Bulletin des réfugiés du Nord* publie ainsi plusieurs offres d'emplois pour le secteur de Val de France : bonnes, commis « pour porter le pain », jeune homme « toutes mains », charretiers, laboureurs, ouvriers « pour faire de la brique à la presse », personnel pour l'usine de pansements de Sarcelles... La vaste ferme de la Malmaison, à Gonesse, demande un commis de culture pour diriger, en l'absence du patron mobilisé, l'exploitation.

La solidarité

La vie de réfugié est une épreuve douloureuse : éclatement des familles, isolement, perte de ses biens... A Gonesse, en 1915, Léonie Gabet, originaire de Fins (Somme), se retrouve par exemple seule avec ses quatre enfants, au 1 rue Saint-Pierre. A Villiers-le-Bel, au 55 rue Gambetta, en 1918, une famille dort à même le sol.



Réfugiée installée dans un cellier, 1918.

Les soutiens se sont organisés. L'Etat accorde une allocation de réfugiés, y compris aux Belges, et des secours de loyers aux familles les plus démunies. Le Comité franco-belge de l'arrondissement de Pontoise, constitué sous la présidence du sous-préfet et avec la participation du consul de Belgique, fait parvenir des vêtements d'hiver aux nécessiteux, distribue aux enfants habits, jouets et friandises à Noël. Il est financé par des dons et des subventions municipales. Les habitants s'impliquent parfois activement. A Sarcelles, le café d'Auguste et Maria Laguillez, originaires de Beaumetz-lès-Cambrai, joue un grand rôle dans l'accueil, l'entraide et le réconfort des évacués du Nord.

Entre intégration et rejet

La solidarité côtoie le désintéret, voire les réactions hostiles, de plus en plus nombreuses au fil de la guerre. Le *Bulletin des réfugiés du Nord* écrit : « A la sympathie dont on les avait entourés d'abord, parce que leurs souffrances étaient comme la relative rançon de la tranquillité des autres Français, ont succédé l'indifférence et même dans certains cas, la



Affiche d'un office créé par le Conseil national des femmes françaises, 1915.

mauvaise humeur. On trouve que les réfugiés sont encombrants. On les traite comme des gêneurs et même comme des parasites ».

Si les réfugiés sont nombreux à vouloir rentrer chez eux dès que possible, d'autres ont choisi de rester sur place, malgré la pression des autorités poussant au retour. Ils se sont intégrés à la population locale, comme l'ont fait depuis plusieurs décennies des migrants venus du nord ou de Belgique.

Pierre-Jacques Derainne
Université de Bourgogne



Habitants à la gare de Villiers-de-Bel-Gonesse-Arnouville tentant de fuir, 4 septembre 1914.

L'exode des habitants

Se souvenant de l'occupation allemande de 1870, de nombreux habitants préfèrent s'enfuir, souvent avec des moyens de fortune, en septembre 1914, lorsque le front n'est plus qu'à une quinzaine de kilomètres. « Toutes les maisons étaient abandonnées, à la gare, à Arnouville, au Cottage, tout était silencieux, désert », écrit un témoin. Certains n'ont pu aller très loin et reviennent rapidement. D'autres restent partis plus longtemps, attendant des jours meilleurs chez des parents, qui en Bretagne, qui dans les départements du Centre. L'offensive allemande du printemps 1918 suscite de nouveaux départs.

Dans le camp retranché de Paris

Ici, c'est le secteur 2 nord du camp retranché de Paris, un territoire marqué par la défense de la capitale et les attaques de l'armée ennemie. Garges, avec son fort dit « de Stains », est un des villages de cette banlieue mise sens dessus dessous par l'activité militaire.



Creusement d'une tranchée à Villiers-le-Bel par une compagnie territoriale du génie, août 1914.

La mise en état de défense de la capitale commence dès le premier jour de mobilisation, le 2 août 1914. Un plan établi en 1913 prévoit, dans un délai fixé à 40 jours, la construction de batteries, abris, tranchées, réseaux de barbelés, par des soldats du génie et de l'infanterie territoriale, sur une ligne de 160 km entourant Paris. Il faut aussi armer et renforcer de blindages les forts qui ont été construits autour de la capitale, après la loi du 27 mars 1874, pour pallier l'inefficacité de l'ancienne ceinture fortifiée lors de la guerre de 1870. Les quelque 600 habitants du village de Garges sont témoins de ces préparatifs, notamment au fort dit « de Stains », qui fait partie du paysage communal depuis 1878. Bâti sur une butte, cet ouvrage doit, avec les forts d'Ecouen, Montmorency, Sannois et Corneilles, protéger Paris d'attaques potentielles venant du nord.

Le camp retranché en alerte

Les travaux de défense sont peu avancés lorsqu'au début de septembre 1914, les troupes allemandes marchent sur la capitale

et le gouvernement se réfugie à Bordeaux. Le général Gallieni, depuis peu Gouverneur militaire de Paris, en accélère la réalisation par tous les moyens, y compris en réquisitionnant des habitants. Les Gargeois qui n'ont pas fui face au danger assistent au déploiement de milliers de militaires qui débarquent aux gares de Villiers-le-Bel-Gonesse-Arnouville et Sarcelles-Saint-Brice. Le village, comme les communes voisines, est envahi de troupes d'infanterie, d'artillerie et de marins. Un télégramme envoyé du fort fait mention du manque de lits, la caserne ne pouvant abriter que 1043 hommes ; des soldats cantonnent au village. Ces militaires sont occupés à creuser des tranchées et à se préparer au combat, en attendant un affrontement imminent. Ils sont rejoints par des troupes venant du nord de la France, obligées de battre en retraite vers la capitale.

Pendant cette période agitée, les commandants de forts sont constamment mis en alerte. A la tête du fort de Stains, l'officier Martel ordonne à ses hommes de dormir auprès de leurs armes, afin de pouvoir ouvrir

le feu à chaque instant. Face au risque d'isolement, le fort est ravitaillé en vivres par des taxis spécialement affrétés. Du matériel (cartouchières, gamelles, outils, etc.), jusqu'à manquer ou insuffisant, est livré. Le 3 septembre, l'inquiétude est à son comble : des patrouilles d'Uhlans seraient à Gonesse et des troupes allemandes sont à Luzarches. Mais Gallieni trouve un répit inespéré, lorsque le commandement ennemi modifie l'itinéraire de ses armées vers l'est. Le danger s'éloigne de la capitale à l'issue de la première bataille de la Marne (5-12 septembre), puis de la fixation du front dans l'Aisne au début de l'année 1915.

Face à l'aviation ennemie

Le danger ne vient pas seulement des troupes au sol, mais aussi de l'aviation allemande. Face à cette menace, Gallieni fait d'abord appel à des centaines de canoniers-marins, répartis dans les forts jusqu'en 1915. Des exercices de simulation d'attaques sont organisés, comme celui du 19 décembre 1914, peu satisfaisant : des téléphonistes trop lents à transmettre les messages d'alerte, des temps d'installation des sections aux postes de tirs bien trop longs... Trois forts sont épinglés, Montlignon (45 minutes), Montmorency (30 minutes), ou Stains (25 minutes) dépassant les 15 minutes imposées.

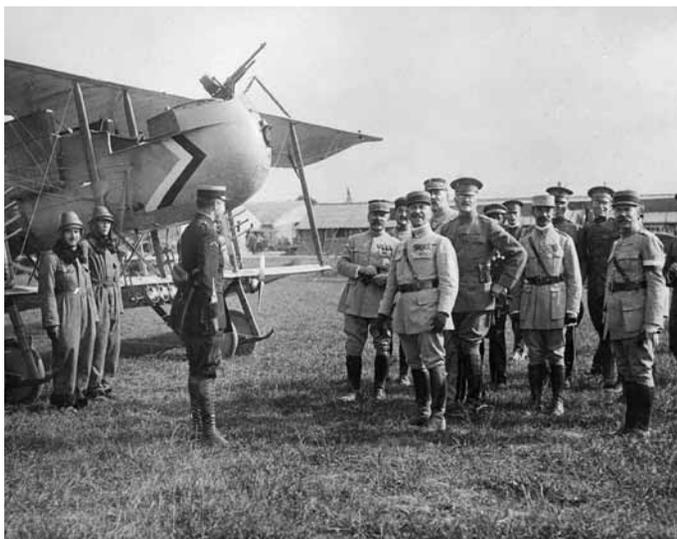
Peu à peu, la défense antiaérienne se spécialise et se perfectionne, à l'école arnouilloise de tirs contre les aéronefs, au champ d'aviation du Bourget qui abrite les escadrilles, dans les postes de tir antiaérien, tel celui créé à Bonneuil, dans les sections mobiles d'autocanons et de projecteurs. Le fort de Stains perd de l'importance dans ce dispositif antiaérien du camp retranché, contrairement au fort d'Ecouen. Il est partiellement désarmé au profit d'autres ouvrages de défense jugés prioritaires.



Un soldat de la GVC (garde des voies de communication) sur le pont du chemin de fer à Gonesse.

Un répit provisoire

A partir de 1915, la capitale est moins menacée. La ligne de défense du nord de Paris n'est plus aussi stratégique et s'est déplacée au sud de l'Oise. Les travaux de défense, dont la réalisation a été poursuivie après l'alerte de septembre 1914, sont placés sous la surveillance des maires. Les soldats en charge de la garde des voies de communication (ponts, routes, voies ferrées) poursuivent toutefois leur mission. Seuls quelques survols ennemis troublent les villages, mais les habitants se montrent plus curieux qu'inquiets par les balais de projecteurs et les tirs de la défense antiaérienne. Il est vrai que l'aviation allemande n'a pas encore remplacé ses taubes et ses zeppelins par des bombardiers beaucoup plus dangereux.



Le champ d'aviation du Bourget, lors de la visite du général Pershing, commandant des forces américaines, juin 1917.

La présence militaire est moins forte, surtout à Garges où les possibilités de cantonnement sont réservées en cas de besoin pour le personnel du champ d'aviation du Bourget. Le fort demeure néanmoins continuellement occupé par 100 à 500 militaires, tandis que les communes voisines restent soumises à des mouvements de troupes françaises ou alliées, cantonnées pour plusieurs jours ou plusieurs semaines. Ce sont des unités de passage ou venant du front se reposer et parfaire leur instruction à l'arrière : exercices de marche et de tir, formations théoriques, concerts... En 1918, le fort de Stains accueille des militaires américains, venus de l'école d'Arnouville s'entraîner au tir antiaérien.

Le danger avant la victoire

Au printemps 1918, l'Allemagne lance une nouvelle offensive, qui n'est contenue qu'à 50 km de Paris. Les dangers de cette deuxième période critique pour le camp retranché sont amplifiés par de nombreuses attaques aériennes sévères et par de fréquents tirs de canons à longue portée. Du fait de leur proximité de la capitale, mais aussi des champs d'aviation du Bourget et de Louvres-Roissy, Garges et les communes voisines sont atteintes par des dizaines de bombes lâchées et par 11 obus tirés entre mars et septembre. 12 bombes atteignent le seul village de Garges le 30 mai. Aucune victime n'est à déplorer, mais les dégâts matériels sont importants.

En cas d'alerte, donnée au son du tambour et du tocsin, les Gargeois ont pour consigne de se réfugier dans les caves laissées ouvertes et répertoriées comme abris, toutefois insuffisants et mal répartis. Les habitants des quartiers de la Lutèce et de l'Argentière font une pétition pour une meilleure protection. Au cours de l'été, les menaces sont telles que de nombreux Gargeois fuient, en abandonnant leurs biens. Des blessés arrivent du front pour être soignés dans les hôpitaux créés en juillet à Sarcelles et Villiers-le-Bel. A la mi-septembre, les communes subissent le dernier raid aérien, au cours duquel un avion est abattu à Gonesse. L'espoir revient, puis c'est l'armistice du 11 novembre, déclenchant une explosion de joie.



Les serres d'un horticulteur de Pierrefitte endommagées par un bombardement.

Des années d'inquiétude

Bien que menacé par deux fois, en 1914 et en 1918, ce secteur de la banlieue nord de Paris n'a jamais été envahi par l'ennemi. Les habitants ont toutefois souffert des lourdes charges inhérentes au cantonnement des troupes, des nombreux bombardements, de la crainte des explosions accidentelles, comme celle survenue à La Courneuve le 15 mars 1918 : des millions de grenades entreposées explosent, faisant une vingtaine de morts, des blessés et de lourds dégâts matériels. Après la guerre, les habitants des communes proches du fort de Stains demandent le déplacement des munitions qui y sont stockées, craignant « l'engloutissement » de leur village.

Frédéric Guyon

Archives municipales de Garges



Ambulances à la gare de Villiers-le-Bel-Gonesse-Arnouville, août 1918.

Banlieue militaire

Dans les communes de Val de France, les troupes cantonnent dans les fermes, édifices publics, fabriques et propriétés bourgeoises, tandis que les officiers sont reçus au domicile des habitants. La répartition est faite par les maires, non sans devoir faire appel au patriotisme ou à la loi. Les soldats font des dégâts, particulièrement à l'automne 1914, alors que les habitants fuient et les troupes affluent par milliers. « Toutes les habitations ont été en partie pillées, poules, lapins massacrés, caves vidées », proteste le maire de Bonneuil. L'un des auteurs de ces méfaits s'excuse dans un mot laissé au propriétaire : « Peut-être avons-nous abusé de votre cave... Nous sommes appelés à mourir et nous vous remercions de tout cœur ».

Des arrêtés tentent de restreindre la consommation d'alcool, mais les cafés débordent, lorsqu'ils ne sont pas « consignés à la troupe », pour avoir enfreint ces règles. La présence militaire attire marchands ambulants, photographes, mais aussi prostituées ; en 1918, le maire de Garges se plaint que « des femmes de mauvaises vies racolent les militaires ». Des flirts se nouent avec les habitantes, non sans mettre les villages en émoi, à en croire les PV d'injures de la Justice de Paix, mentionnant des invectives telles que « paillasse à soldats » ou « votre femme vous a fait cocu avec les soldats ». Plus réglementaires sont les revues et concerts militaires. Les habitants sont nombreux à y assister, par patriotisme, mais aussi par manque de distractions, la plupart d'entre elles ayant été supprimées.

L'intendance militaire se charge des besoins des soldats, mais les réquisitions pleuvent pour obtenir la paille nécessaire au couchage des hommes et des chevaux, et en cas d'urgence, utiliser les bras, outils et provisions des villages. Une boulangère de Sarcelles est traduite en conseil de guerre en 1915 pour avoir refusé la réquisition de son bois. « Tout leur est permis », se plaignent des Gargeois dans la presse, « matériel, chevaux, voitures, hommes, tout leur appartient ». Comme ces soldats ne sont pas au front, ils sont souvent perçus comme des embusqués, dans « ce bon coin, véritable Eden, paradis rêvé des plus farouches tire-au-flanc ».

Les militaires savent toutefois aussi rendre des services, ici pour faire des travaux ou des charrois, là pour remplacer des pompiers ou un secrétaire de mairie mobilisés, ailleurs pour pallier le manque d'un produit. Ces coups de main profitent à certains, comme à Gonesse, où sont critiqués « ceux qui dans le village ont usé et abusé des hommes, chevaux, matériel et même des fournitures militaires ».



Soldats dans la cour du 78 rue de la République à Villiers-le-Bel, où ils cantonnent.



Militaires dans une rue de Bonneuil.



Remise d'un drapeau à deux régiments d'infanterie territoriale par le Président de la République à Gonesse, octobre 1915.



Soldats faisant leur lessive au lavoir de Dugny.

Le berceau du tir antiaérien

C'est à Arnouville qu'est née la technique française de tir contre les avions, dans un centre d'instruction et de recherche si renommé que les Américains, une fois entrés en guerre, viennent s'y former et créent à proximité leur propre école.

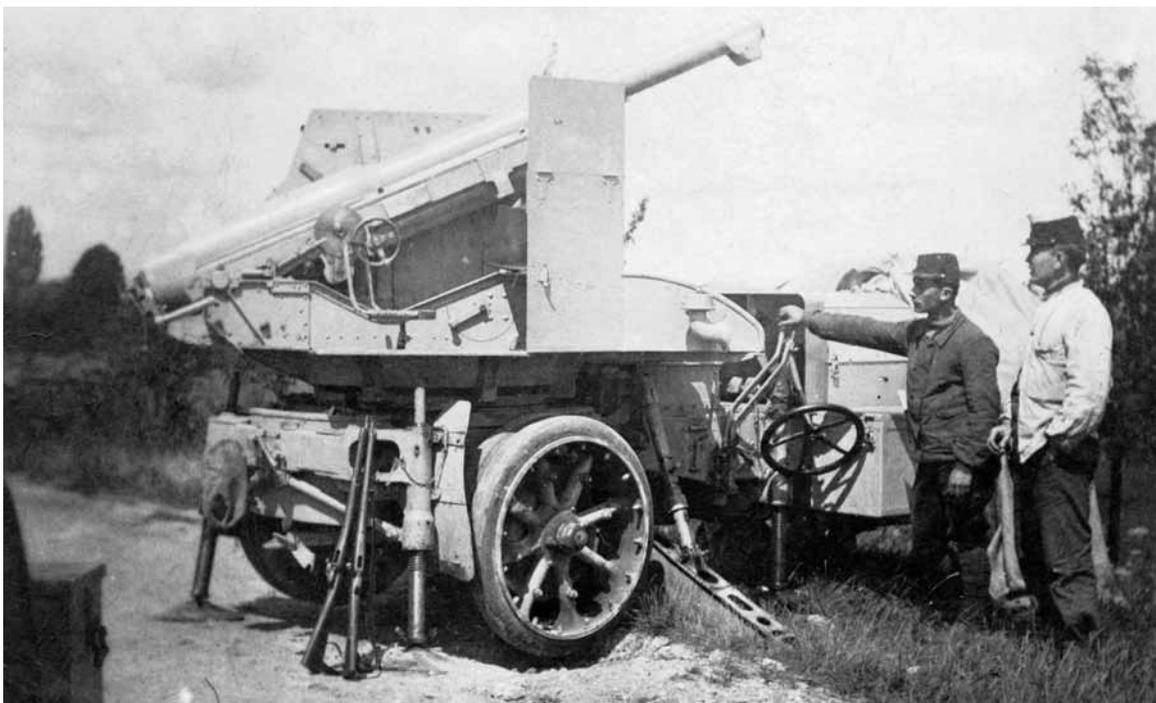
À la veille de la Grande Guerre, la DCA – Défense Contre Aéronefs – en est à ses balbutiements. Il y a peu de dirigeables, l'avion n'est apparu que depuis peu et son utilisation militaire est restreinte. L'armée française vient de mettre au point un autocanon – un canon anti-aérien monté sur une voiture – et d'en lancer la fabrication à Puteaux. Il n'y a pas encore d'artilleurs formés au tir antiaérien, complexe puisqu'il faut viser une cible en mouvement.

Après l'apparition des premiers avions ennemis sur Paris, les deux seuls autocanons disponibles sont affectés au camp retranché de Paris en octobre 1914 et positionnés à Gonesse, sous le commandement du capitaine Paris. Au fur et à mesure que le matériel sort des usines de Puteaux, de nouvelles sections sont formées et les soldats sont instruits à Gonesse pendant deux semaines, avant d'être envoyés dans la zone des Armées ou affectés à la défense de la capitale. En février 1915, naît une plate-forme dite demi-fixe, qui équipe dès la fin de l'année la moitié des pièces contre avions.

La première école de France

À l'instigation du capitaine Paris, un « Centre d'instruction du tir contre aéronefs » est créé par un arrêté ministériel du 28 juin 1915 et s'installe à Arnouville dans la ferme de M. Dubois. Il est chargé de l'instruction du personnel appelé à servir les sections d'autocanons et les postes semi-fixes. Les unités nouvelles, constituées en repérant des artilleurs à l'esprit scientifique, font un stage de quatre semaines à Arnouville puis, sous la direction du commandant du Centre, vont exécuter pendant deux semaines des tirs dans une section du front.

Pour unifier l'action antiaérienne, un arrêté du 12 janvier 1916 transforme l'école en un « Cours pratique » et « une Commission d'études pratiques », tous deux placés sous l'autorité du chef d'escadron Pagézy. Les effectifs d'élèves augmentant considérablement, une vingtaine de baraques « Adrian » sont élevées en avril 1916 au lieu-dit La Croix Rouge, pour y loger une partie des hommes. Un champ de tir est établi juste en face, au lieu-dit La Croix Gilles-Leroy. En 1917, l'école accueille en



Un autocanon positionné à Ecoen, 1915. Son emploi et l'art complexe de viser un avion sont enseignés au Centre d'Arnouville.



Appareil d'écoute des avions, dont l'utilisation s'apprend d'abord au Centre d'Arnouville, puis à l'école d'écoute de Bonneuil.

permanence de 5 à 600 soldats et une cinquantaine d'officiers, mettant beaucoup d'animation dans la commune qui ne compte guère plus de 900 habitants à cette époque.

L'invention de procédés et de matériels

Jules Pagézy, assisté de collaborateurs passionnés et inventifs, fait progresser les techniques et met au point de nouveaux matériels dits « d'Arnouville » : altimètre, tachymètre, lunette d'orientation, tachyscope, plateau à vent. L'école est si réputée qu'elle accueille de nombreuses délégations des pays alliés, Belgique, Angleterre, Russie, Etats-Unis. Les officiers français de la DCA y reviennent régulièrement pour remettre leurs connaissances à jour.

Les unités de défense antiaérienne continuent à se développer, pour faire face aux attaques des avions ennemis toujours plus

nombreuses. D'autres écoles ouvrent ailleurs, dont une école de l'écoute à Bonneuil, car le Centre d'Arnouville ne suffit plus. Il continue d'assurer des cours de perfectionnement et d'abriter l'amélioration des méthodes de tir. En mars 1918, des bâtiments en pierre remplacent certaines des baraques, centralisant tous les services et bureaux.

Les Américains arrivent à Arnouville ...

Les Etats-Unis, qui entrent en guerre contre l'Allemagne le 6 avril 1917, veulent créer un service de défense antiaérienne en s'inspirant des techniques françaises. *Brigadier General* James Shepton, aidé par les capitaines Anderson et Humbert, établit une école au château d'Arnouville. Parti de New-York le 5 septembre 1917, un premier groupe de 25 officiers des *Coast Artillery Corps* arrive et se forme pendant quatre semaines grâce à deux officiers français détachés du Centre d'Arnouville, capables de parler l'anglais. Ces premiers cours sont rudes pour les Américains, bombardés de formules mathématiques et d'explications dans un anglais approximatif.

L'école américaine d'Arnouville est officiellement créée le 10 octobre 1917, avec des formateurs américains issus des rangs de la première session et des instructeurs français pour les cours pratiques. L'*Antiaircraft school* déménage un mois plus tard à Langres, mais reprend dès janvier 1918 la formation des officiers au château d'Arnouville, lieu plus commode pour suivre l'évolution des méthodes et des matériels.

Une histoire tombée dans l'oubli

Après la guerre, en 1919, le cours de tir de DCA d'Arnouville est transféré à Pont-sur-Seine dans l'Aube, et les bâtiments sont affectés à de nouveaux usages. Deux d'entre eux sont transformés à la fin des années 1920 en école communale, dite « de la DCA », qui deviendra plus tard le groupe scolaire Jean-Jaurès. Deux autres sont utilisés comme hangar pour la pompe à incendie et comme salle des fêtes communale. Progressivement, le rôle important d'Arnouville pendant la Première Guerre mondiale s'éclipse, seules les mentions « Ecole de la DCA » ou « quartier de la DCA » restent utilisées par les Arnouillois, mais vidées de leur réalité historique.



Première promotion de l'école américaine, devant une baraque du Centre d'Arnouville, octobre 1917.

Denis Watel
Association Arnouville et son Passé



Tirailleurs sénégalais
montant au front.

Rencontre avec les colonies

La plupart des villageois n'ont jamais vu de « sujets » de l'empire, sinon en photographie. Les coloniaux venant combattre ou travailler en France découvrent la métropole. Une rencontre inédite, habitée par le colonialisme.

Le 16 juin 1917, une quête faite à Sarcelles au profit des soldats d'Afrique et des colonies rapporte la « jolie somme » de 203 francs, à peine moins que celle organisée un mois plus tard pour les prisonniers du canton retenus en captivité en Allemagne. Qui sont ces troupes issues de l'empire qui ont suscité la générosité des Sarcellois ?

La force des circonstances

Lorsque le conflit éclate, la France compte des troupes coloniales datant de périodes plus ou moins anciennes, ayant eu pour mission la conquête et l'occupation de l'empire. Certains de ces contingents sont composés de Français des colonies, des Antilles ou de métropole ; des habitants de Val de France ont par exemple fait leur service militaire dans des régiments de zouaves ou de chasseurs d'Afrique. D'autres sont constitués

« d'indigènes », formant des bataillons algériens, marocains, indochinois, sénégalais – en réalité composés d'Africains issus de toute l'Afrique Occidentale Française. Tous sont pour la plupart stationnés outre-mer.

Il n'est d'abord pas envisagé d'engager ces troupes sur le front européen, sinon quelques régiments. Le gouvernement escompte une guerre courte, et veut assurer la sécurité des côtes, préserver le potentiel de production des colonies, prévenir les soulèvements, sans compter qu'il craint de voir les « sujets » de l'empire réclamer l'égalité avec les citoyens français. Mais les revers enregistrés par l'armée française et l'épuisement du réservoir d'hommes obligent à passer outre ces réticences, surtout à partir de 1916. Non seulement une part importante des troupes coloniales est engagée dans le conflit, mais de nouvelles unités sont



Insignes en carton vendus lors de la Journée des soldats d'Afrique et des colonies, notamment à Sarcelles, 1917.

formées, surtout à partir de recrutements « d'indigènes ». Ceux-ci sont plus de 400 000 à venir combattre en Europe.

Aux côtés des poilus

Ils viennent d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, d'Afrique Equatoriale et Occidentale Françaises, d'Indochine, de Madagascar, de la Côte Française des Somalis et du Pacifique. Certains ont été appelés, d'autres sont « volontaires ». L'usage des guillemets s'impose, car les promesses d'avantages matériels et de réformes ont été mêlées à l'usage de la contrainte, voire à la chasse à l'homme, non sans susciter des révoltes. Ces hommes ont été surtout versés dans l'infanterie. Après un long voyage, ils sont affectés au combat ou, plus rarement, dans des missions de transport, d'entretien d'ouvrages défensifs, souvent dures et dangereuses.

Comme tous les poilus, ils vivent dans la boue et au milieu des parasites, ils affrontent la violence et l'horreur. « Des tirailleurs algériens viennent de débarquer à Goussainville. Ils ont beaucoup souffert en Belgique et sur la Marne. Un régiment de 2400 hommes en aurait perdu 1500 », note un officier du camp retranché de Paris le 13 septembre 1914. Les soldats « indigènes » sont blessés et tués dans les mêmes proportions que les autres combattants de l'infanterie – contrairement à ce que le mythe de la « chair à canon » a pu faire croire.

Si les soldats français et coloniaux partagent les mêmes épreuves, ils vivent la guerre côte-à-côte plutôt qu'ensemble. Certes les unités panachent des contingents formés d'hommes « blancs » et de « couleur », mais les bataillons coloniaux, placés sous commandement européen, sont homogènes, pour faciliter la vie quotidienne et favoriser la cohésion. Pour les mêmes raisons, des hôpitaux spécifiques sont réservés aux tirailleurs blessés, tels ceux de Moisselles ou de Pontcelles, près de Domont. Pour limiter les contacts avec les civils, des camps sont installés dans le sud pour les permissionnaires. Toutefois les coloniaux cantonnent dans les villages comme les autres soldats, lors de leurs déplacements ou leurs périodes de repos à l'arrière.

Travailleurs coloniaux

La France fait aussi appel à son empire pour regarnir les rangs des ouvriers appelés par la mobilisation, surtout à partir de 1916. 180 000 hommes arrivent d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, d'Indochine, de Madagascar pour



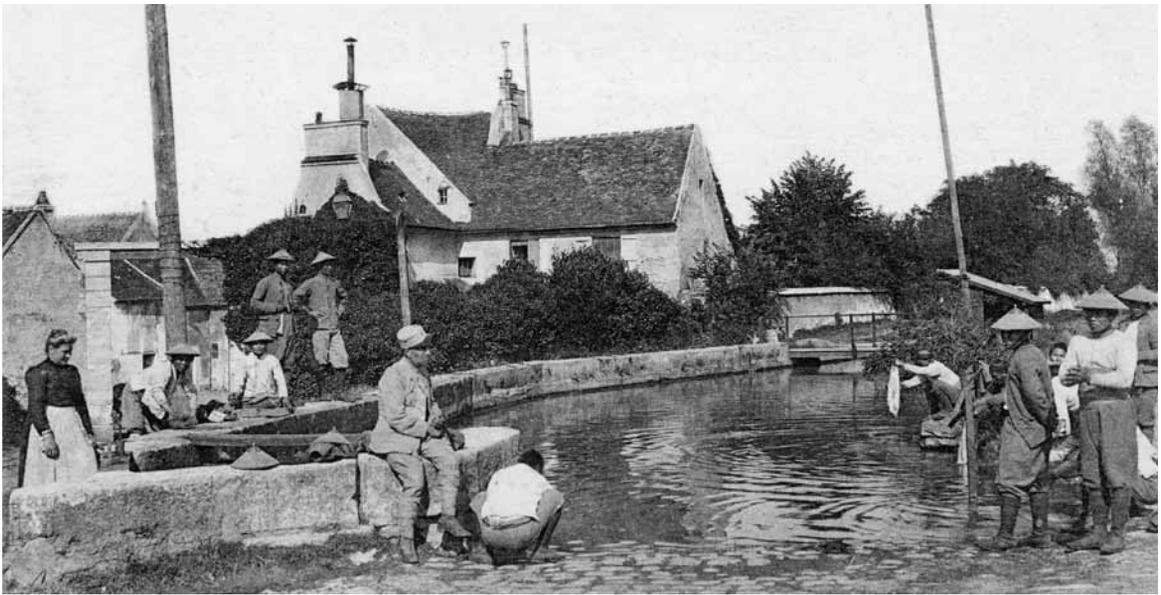
Remise de décorations à l'hôpital militaire musulman de Moisselles, 1917.

travailler en métropole. Ils ont été recrutés de la même façon que pour l'armée, avec un mélange d'incitation et de coercition. Ils ont un statut proche de celui des soldats, et logent le plus souvent dans des centres spéciaux. Ils sont rejoints par des travailleurs clandestins ou « libres », notamment originaires d'Algérie. Leurs conditions de vie sont dures : logements sommaires, surveillance étroite, cadences de travail exigeantes, affectation aux postes les plus durs...

Ces ouvriers venus de loin sont employés dans les secteurs clés : les usines de guerre, les docks, la métallurgie, l'agriculture. Ainsi plusieurs centaines d'Indochinois travaillent dans les grandes fermes et les distilleries de la région parisienne. « Ils sont gentils, doux, ou ardents au travail comme s'ils eussent soigné leurs propres rizières et contribuent au bonheur des campagnards », écrit la *Tribune de Seine-et-Oise*. Ils œuvrent aussi au service de l'armée, tels ceux qui construisent un quai de débarquement pour les blessés à la gare de Villiers-le-Bel-Gonesse-Arnouville, pendant l'été 1918.

L'ordre colonial ébranlé

L'appel aux troupes coloniales a rassuré les civils et les combattants français. Avec un brin de lyrisme, le commandant du 2^e régiment de tirailleurs algériens raconte combien les « Turcos » ont été fêtés lors de leur traversée de la France, en août 1914 : « Partout, des paniers de fruits, des fleurs, des boîtes de gâteaux sont épuisés à chaque wagon ; des mains pieuses épinglent médailles, scapulaires, aux chéchias, aux



Travailleurs ou tirailleurs indochinois au lavoir d'Aulnay-sous-Bois, vers 1917.

boléros, distribuent même des chapelets à ces braves Musulmans ». De nombreuses décorations sont attribuées aux soldats coloniaux et le défilé de la victoire du 14 juillet 1919 les met à l'honneur. Des signes de reconnaissance dont les travailleurs sont privés dans leur ensemble.

Mais si la France se souvient de ce qu'elle doit aux colonies, c'est pour mieux asseoir son emprise sur « ses possessions d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Océanie », comptant alors près de 50 millions d'habitants et 12

millions de km². Plus que jamais elle imagine son avenir lié à son empire, sans remettre en cause les anciens schémas de pensée. L'image du tirailleur sénégalais de la publicité Banania, née en 1915 et devenue le symbole de la participation de l'empire à la Grande Guerre, montre le regard que continue à porter la France sur ses « sujets » : bienveillant, mais paternaliste, voire dévalorisant.

Pour les « indigènes » qui sont venus combattre ou travailler en métropole, l'expérience a été marquante. Ils ont découvert un pays moderne, se sont initiés à de nouveaux modes de vie, certains ont appris des rudiments de français, noué des amitiés ou se sont politisés. Ils ont apprécié les avantages de la solde ou du salaire, sont fiers de leur médaille. Pour autant, la plupart des promesses concernant la modification du système colonial n'ont pas été tenues. Les « indigènes » qui ont cru pouvoir, grâce à la guerre, accéder à la citoyenneté en ont été pour leurs frais.

Des efforts et des sacrifices méconnus

L'engagement des soldats et travailleurs coloniaux dans la Première Guerre mondiale reste peu connu et n'occupe qu'une place limitée dans les livres d'histoire. Les historiens et les associations qui diffusent leurs recherches, tel le Collectif Fusion, basé à Villiers-le-Bel, s'attachent à entamer cette amnésie et à dépasser certains clichés. Le centenaire de la Grande Guerre offre une occasion exceptionnelle de consolider cette histoire et cette mémoire.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France



Affiche scolaire dessinée par Victor Prouvé, 1918.

Vie chère et pénurie

« Pourvu qu'ils tiennent ! », plaisantent les poilus au sujet des civils à l'arrière. Si la vie est plus douce à Villiers-le-Bel qu'au front, la flambée des prix et la rareté de certains produits de consommation courante affectent le quotidien des habitants.

Dès le 1^{er} août 1914, les élus de Villiers-le-Bel créent une commission pour organiser le ravitaillement, des distributions gratuites aux familles nécessiteuses « dans la mesure du possible », ainsi que la garde des propriétés. Craignent-ils la panique de la population, voire des pillages ? Ils sont en tout cas inquiets. Les premières semaines de la guerre en banlieue laissent présager le pire, entre émeutes et queues devant les magasins.

À l'automne, les transports et le commerce reprennent, les boutiques se réapprovisionnent, mais les prix commencent à grimper. Ce sont les prémices d'un mouvement qui doublera, quadruplera, voire décuplera les prix, selon les produits, et ne cessera qu'en 1920. Les plaintes concernent d'abord la viande, puis le charbon, le gaz, le lait, avant de s'étendre à l'ensemble des biens de consommation. La « vie chère », comme on a appelé cette flambée des prix, s'accroît en 1917 et atteint son apogée après l'armistice.

Ensemble contre la vie chère

Ce renchérissement du coût de la vie touche d'abord les plus modestes, avant de frapper l'ensemble de la population. Grâce à la solidarité des habitants de Villiers-le-Bel, sollicités par le conseil municipal, une « caisse de secours immédiat » est créée en novembre 1914 et distribue aux plus démunis des pains ou de la viande, tout au long du conflit. En 1915, une coopérative municipale est mise en place pour les « indigents » et les familles de mobilisés, incapables de faire face à la valse des étiquettes malgré l'allocation versée par l'Etat. Avec la mobilisation des deux élus qui s'en occupent, la « coopé » s'éteint peu à peu. En 1919, elle renaît, avec l'aide de la municipalité, sous la forme d'une succursale de l'Union des coopérateurs de la banlieue nord, ouverte à tous.

Dans les lotissements du quartier de la gare, les habitants s'associent en un Comité intercommunal d'action contre la vie chère et organisent chaque dimanche matin une vente de



Vente de denrées à la baraque du Comité intercommunal d'action contre la vie chère, dans le quartier de la gare de Villiers-le-Bel-Gonesse-Arnouville.



Distribution de charbon, 1916.

denrées dans une baraque. La Ligue des consommateurs de gaz réunit habitants et élus de Villiers-le-Bel, Sarcelles et Ecouen pour agir contre l'augmentation des prix du gaz de l'usine de Sarcelles. « L'Union sacrée », qui met fin aux anciennes querelles depuis l'entrée en guerre, facilite ces actions collectives.

La haine des mercantis

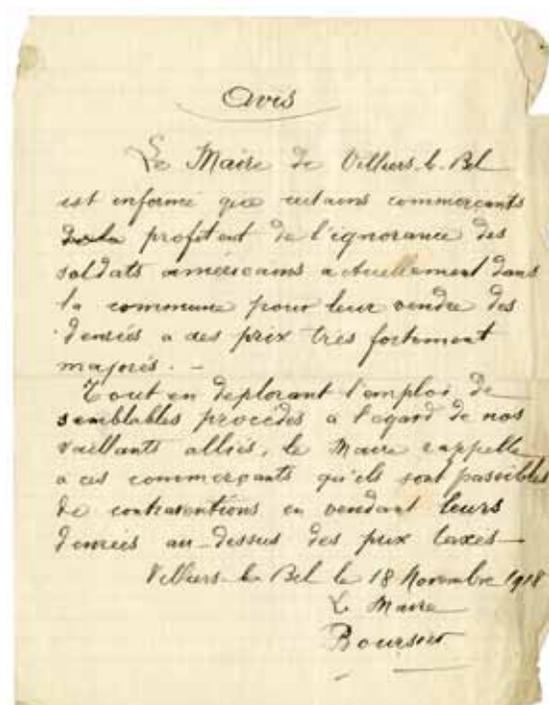
Les raisons de la vie chère sont nombreuses : l'inflation, les nouveaux impôts, les importations pour compenser la production des dépar-

tements occupés... Des commerçants et des industriels sont toutefois désignés par la population comme premiers responsables, non sans réprobation : comment osent-ils profiter de la guerre pour s'enrichir ? La critique est à son comble lorsque le patron incriminé est un sursitaire. C'est en ces termes que le journal local évoque le directeur de l'usine de gaz de Sarcelles : « Monsieur Georgi, gros et gras, âgé de 30 ans se balade en auto et oublie qu'il est en âge de servir, qu'il est en sursis pour rendre service au public et non pour s'enrichir ».

Parmi ces « mercantis », les laitiers sont particulièrement désignés à la vindicte. Non seulement ils pratiquent des tarifs considérés comme exagérés, mais certains vont jusqu'à « mouiller » le lait. La profession a beau expliquer que ses coûts de production ont augmenté, elle est montrée du doigt. En 1916, le maire de Villiers-le-Bel signale au service de contrôle la mauvaise qualité du lait et convoque les nourrisseurs de la commune pour leur demander de baisser leur prix, en vain. Les appels au sous-préfet n'ont d'effet qu'en 1918, lorsqu'un arrêté fixe le prix de vente du lait. D'autres taxations, émises localement ou nationalement, limitent certains abus.

La crise du charbon

En 1915 commence la pénurie de charbon. Un stock est constitué à la mairie de Villiers-le-Bel pour le revendre aux familles nécessiteuses. L'année suivante, une régie est créée pour l'ensemble de la population. En 1917, alors que l'hiver est particulièrement rigoureux, les écoles doivent fermer. Il est fait appel



Arrêté du maire de Villiers-le-Bel contre les mercantis, novembre 1918.

à la « générosité » des habitants pour avancer l'argent nécessaire à l'achat de combustible avant que l'approvisionnement ne se tarisse. Une carte de charbon est instaurée pour répartir le maigre stock entre les ménages. Bientôt le combustible n'arrive dans la commune que par l'intermédiaire de l'office départemental des charbons.

Non seulement le charbon fait défaut, mais le pétrole aussi ; la création d'une carte d'essence ne solutionne pas le problème des Beauvillésois qui en font usage. Le bois, vers lequel se tournent de nombreux consommateurs en l'absence d'autres combustibles, se fait rare. A plusieurs reprises, le gaz n'est plus fourni. Eclairage des maisons et des rues, chauffage et cuisson des aliments, transports, le cœur de la vie quotidienne est touché. Les habitants s'inquiètent et ont froid.

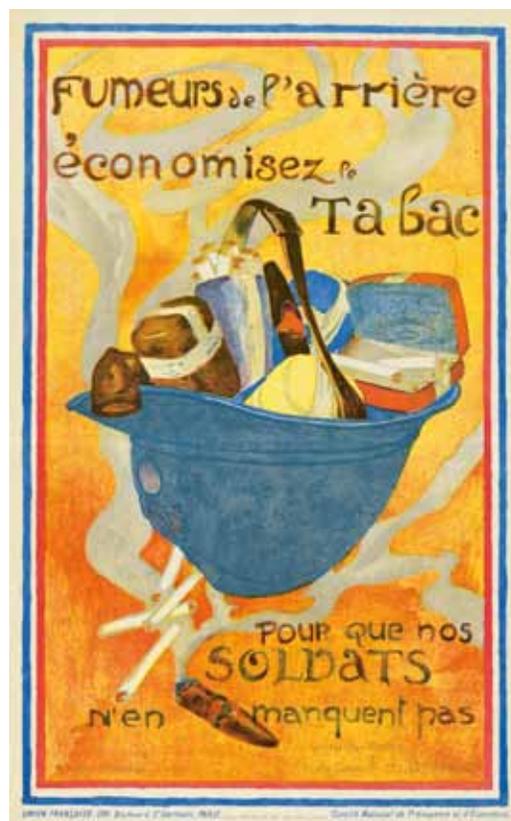
Le pain, symbole des privations

Après le charbon, c'est la farine qui devient rare. L'Etat multiplie les mesures pour endiguer ce problème majeur, parmi lesquelles, en 1917, l'interdiction de vendre du pain frais et la création d'une carte limitant la consommation à quelques centaines de grammes par jour. Si les Beauvillésois acceptent de bon cœur de manger du pain rassis, le rationnement suscite un tollé, surtout dans les rangs des travailleurs agricoles et ouvriers d'usine, qui ont l'habitude de consommer quotidiennement un kilo de pain. La composition des farines est modifiée, produisant un « pain de guerre » de mauvaise qualité, qui provoque maux d'estomac et coliques.

D'autres produits viennent à manquer, la viande, le sucre, le tabac, les pommes de terre... Jours sans viande, fermetures des pâtisseries et confiseries, interdiction de servir plus de deux plats au restaurant, cartes de tabac et de sucre... diverses dispositions sont prises par le gouvernement ou par la municipalité de Villiers-le-Bel, sans empêcher les files d'attente devant les commerces.

Au nom de la patrie

Une intense propagande encourage les civils à se priver des denrées devenues rares ou trop chères : « Nous voulons tous la victoire et nous avons tous le devoir d'y contribuer. Resserrer nos consommations personnelles, c'est économiser le sang de nos soldats ! ». Les habitants sont sensibles à ces appels. Mais s'ils acceptent de s'accommoder des privations au nom de la patrie, ils entendent que cet effort soit équita-



Une des nombreuses affiches de propagande encourageant les restrictions.

blement partagé. Des lettres arrivent en mairie de Villiers-le-Bel pour dénoncer ceux qui tentent d'obtenir plus de ravitaillement que leurs voisins, en resquillant.

En 1917, le moral vacille. La guerre, dont on n'a jusqu'alors cessé de penser qu'elle finirait dans quelques mois, semble ne plus jamais devoir se terminer. Les nouvelles du front sont terribles. Les difficultés de ravitaillement nourrissent le pessimisme. De nombreuses grèves secouent la région parisienne, dans lesquelles les augmentations de salaire contre la vie chère tiennent une bonne place.

Le maire épicier et charbonnier

Pendant le conflit, toutes les municipalités ont été sur la brèche pour faciliter l'approvisionnement des habitants, aiguillonnées par l'action de l'Etat. Mais celle de Villiers-le-Bel a été particulièrement active, sous l'impulsion du maire Julien Boursier. En 1920, alors que l'Union sacrée n'est plus qu'un souvenir, l'édile subit de vives attaques sur sa gestion des problèmes de ravitaillement. Une vérification des comptes désamorce la polémique. Le maire s'est fait épicier et charbonnier, mais n'a pas failli à son rôle pendant ces années difficiles.

Maurice Bonnard
Villiers-le-Bel

Figures féminines

Avec la guerre, les femmes sortent de l'ombre et se voient assigner de multiples rôles : remplaçante des hommes au champ et à l'usine, garante de la continuité du foyer, infirmière au chevet des blessés, dame charitable tricotant ou quêtant pour les troupes, marraine de guerre soutenant par ses lettres et colis le moral d'un soldat esseulé, créature sensuelle enchantant l'imaginaire des poilus....
Affiches, cartes postales et illustrations font l'éloge de l'action féminine.







Moisson à Gonesse.

Bataille de la production agricole

« Le paysan, lui aussi, travaille à gagner la guerre », déclarent les affiches de propagande, pour soutenir la production nécessaire au ravitaillement de l'armée et de la population civile. A Gonesse, on s'y emploie, malgré la mobilisation des hommes et la réquisition des chevaux.

Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Pontoise, Gonesse est, en 1914, un paisible bourg agricole de 3000 habitants, peu industrialisé. Son territoire compte près de 1000 hectares à vocation céréalière, quelques grosses fermes où l'on cultive la pomme de terre et la betterave et où l'on pratique un peu de culture maraîchère, celle du cresson en particulier.

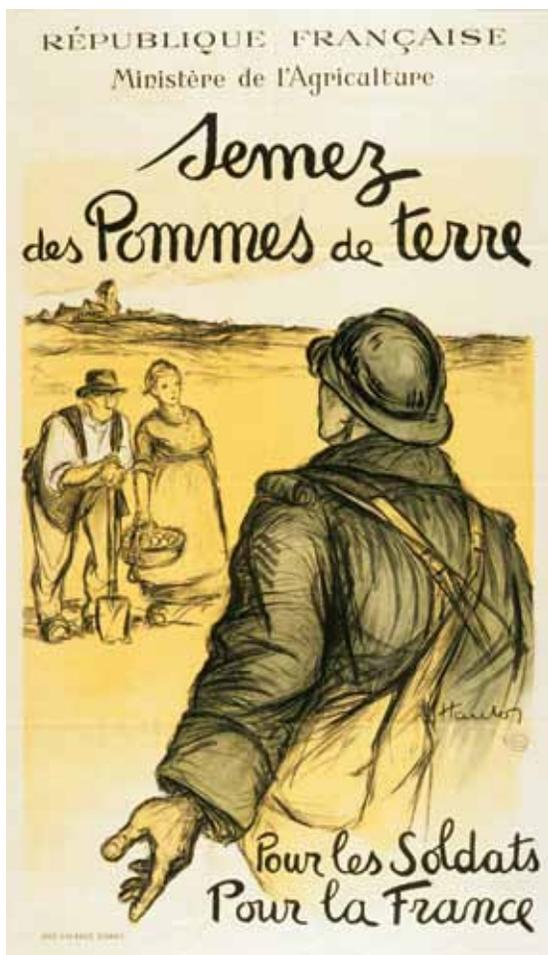
L'Armée des Travailleurs de la Terre

L'été 1914 est chaud. La moisson s'annonce bonne à Gonesse, malgré les dégâts occasionnés le 12 juillet par un violent orage. Dès le 2 août, les cultivateurs mobilisés vont laisser à ceux qui restent, le soin de terminer les moissons. L'opinion publique, assurée d'une victoire rapide, escompte le retour des soldats dans quelques semaines, au plus tard avant l'hiver.

Le maire de Gonesse, Xavier Lalonde, réunit le conseil municipal au matin du 3 août. Il crée une garde civile pour empêcher d'éventuels pillages. Il fait aussi appel à « toutes les bonnes volontés et tous les désintéressements » pour

que les récoltes soient rentrées et les grains battus. Pragmatique, le maire n'a pas les patriotiques accents du président du Conseil, Viviani, qui s'adresse le 6 août 1914 aux femmes françaises : « Remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur les champs de bataille !... il n'y a pas dans ces heures graves de labeur infime, tout est grand qui sert le pays... ». A Gonesse, les craintes s'estompent : malgré les circonstances, les récoltes sont achevées sans recours à une main-d'œuvre supplémentaire ni aux réquisitions d'habitants.

L'effort demandé aux agriculteurs va être, durant toute la durée du conflit, d'assurer un niveau de production suffisant pour satisfaire les énormes besoins de l'armée tout en garantissant l'approvisionnement des populations civiles. Le rôle des cultivateurs devient un enjeu stratégique, magnifié dans de solennelles et emphatiques déclarations, comme celle publiée en mars 1917 : « Vous montrerez au monde que l'Armée des Travailleurs de la Terre ne fait qu'un avec celle qui défend si glorieusement le sol de la Patrie... »



Affiche éditée par le ministère de l'Agriculture, 1917.

Réquisitions et restrictions

C'est à l'administration militaire qu'il appartient de pourvoir à la subsistance de l'armée. Dans ce but, l'instruction du ministère de la guerre du 2 mai 1901 prévoit la création de centres de répartition chargés dans les départements de réunir, recevoir et enlever les ressources disponibles. Leur sont rattachées des commissions de réception qui, localement, ont le pouvoir de réquisition. Les approvision-



Boulangerie militaire à l'arrière du front, 1917.

nements à réunir par les commissions doivent être fournis par les agriculteurs des communes, selon la procédure d'achat à caisse ouverte avec une offre de prix assez avantageuse, ou par voie de réquisition, plus contraignante. Ces commissions prélèvent également des produits agricoles pour les besoins de la population civile, sur ordre des comités départementaux de ravitaillement.

En juillet 1916, 1450 quintaux de foin et de luzerne sont par exemple réquisitionnés à Gonesse. En novembre, la paille et le fourrage nécessaires au ravitaillement de l'armée doivent être livrés au fur et à mesure du battage. En mars 1917, tout le blé disponible auprès des cultivateurs, battu ou non, est retenu pour les besoins civils. L'autorité militaire ordonne au maire de tenir à sa disposition toute l'avoine disponible en grain ou en gerbe de la récolte 1917. La ration d'avoine pour les chevaux de trait des agriculteurs descend à 2,5 kg par bête et par jour en raison des besoins prépondérants de l'armée.

Il incombe également au monde paysan de procurer à l'armée les éléments logistiques dont elle a besoin. Chevaux et mulets pour la remonte, bovins et ovins pour la nourriture des troupes, mais aussi véhicules sont recensés et font l'objet de réquisitions pour les besoins de la défense nationale.



Réquisition de chevaux à Pontoise, 1914.

L'enlèvement et le paiement des denrées réquisitionnées accusent parfois de longs mois de retard. En attestent la réclamation en mai 1915 de la femme de Paul Douard, agriculteur mobilisé, qui attend depuis 9 mois le paiement des bons de réquisition, ou celle de Boisseau, cultivateur, qui conteste en 1917 la réquisition de pommes de terre à un prix qu'il juge insuffisant ; l'enlèvement ne se fait pas et 27 tonnes de pommes de terre finissent par pourrir. En avril 1917, le juge de paix de Gonesse se déclare assailli de réclamations.

Malgré tout, la récolte 1917 s'annonce bonne à Gonesse. « La grosse culture n'aura pas à se plaindre quant aux bénéfiques, mais il est dans les habitudes des agriculteurs de toujours se plaindre » relève-t-on dans *L'Echo Pontoisien* du 21 juillet. En août 1918, on lit dans *La Tribune de Seine-et-Oise* que les Gonessiens ont consenti toutes les restrictions, emmagasiné et livré les récoltes pour la victoire : « Les blés sont merveilleux, les avoines aussi ».

Une main-d'œuvre hétéroclite

Le monde paysan, dès 1914, fournit une part essentielle des effectifs combattants. Mais Gonesse ne semble pas avoir manqué de main-d'œuvre agricole, malgré la mobilisation. Les réfugiés des régions envahies, la réserve de l'armée territoriale pour les semailles, le battage des blés ou le ramassage des betteraves, ont compensé les bras absents. Le journal de marche du camp retranché de Paris nous apprend qu'en février 1915, le général commandant la zone Nord est chargé d'organiser le battage des meules avec le concours des militaires. Sont prioritaires, dans cet ordre, les zones de Louvres, Luzarches, Moisselles, Gonesse, Ecoeu et Saint-Leu-Taverny. Le nombre de 12 équipes militaires, composées chacune d'un sous-officier et de 20 hommes, est le maximum de ce qui peut être mis à disposition. Le 8 mars 1915, un sous-officier et 39 hommes se présentent à la mairie de Gonesse. Ils appartiennent aux professions agricoles et font preuve de « bonne conduite ».

« Faisons travailler les prisonniers de guerre » titre *L'Echo* le 10 décembre 1914. Malgré les réticences des autorités militaires, des prisonniers allemands, en nombre jugé insuffisant par les agriculteurs, sont aussi affectés aux travaux des champs. C'est le cas à Gonesse, notamment chez Tétard qui verse pour cette main-d'œuvre une contribution de 202 francs en décembre 1916. Le 11 novembre 1918, à l'annonce de l'armistice, les Gonessiens vont manifester leur joie en narguant les prisonniers sous les fenêtres de la maison où ils sont logés.

Des lendemains difficiles

A Gonesse, la production de blé et d'avoine a fortement diminué entre 1914 et 1919, mais a augmenté pour la betterave et la pomme de terre. Le nombre de chevaux est passé de 139 à 95, celui des bœufs de 170 à 150. Les ovins ne sont plus que 600 contre 1365 six ans plus tôt, conséquences probables des réquisitions...



Prisonniers allemands employés au labour, 1918.

La paix revenue, les conditions de travail restent dures pour les ouvriers agricoles, même si la mécanisation des tâches agricoles a progressé durant le conflit. On compte en effet 96 tracteurs en 1919 contre 32 en 1917 dans l'arrondissement de Pontoise. Plus mal payés que ceux de l'industrie, les ouvriers de l'agriculture manifestent ouvertement leur colère. A Gonesse au cours de l'été 1919, ils se mettent en grève et sont vite rejoints par ceux d'Aulnay, de Villepinte et de Tremblay. En cause, la vie



Rassemblement lors de la grève des ouvriers agricoles de Gonesse, 1919.

chère et les salaires trop bas versés par les patrons. Le 9 août 1919, le mouvement cesse à Gonesse, les récoltes ont pris du retard. *La Tribune*, parlant des ouvriers agricoles qui ont repris le travail, conclut ainsi : « Ils ont fait leur devoir, aux patrons de faire le leur... ».

Denis Savineaux

Service Archives et Patrimoine de Gonesse

Economie de guerre

Les produits agricoles ne sont pas les seuls requis pour les besoins de l'armée. L'Etat passe des commandes en tous genres et fait de la production un devoir patriotique. « Il faut produire ! Au front, on lutte ; à l'arrière, on produit pour le front », explique une affiche de propagande.

Plusieurs entreprises du territoire de Val de France travaillent pour la défense nationale : la cotonnerie de Sarcelles (pansements), la fabrique textile Vimont de Gonesse (chemises, caleçons, bandes molletières), la distillerie Tétard de Gonesse (alcool rectifié) et la tabletterie Poupart de Bonneuil (isolateurs en ébonite).

Dans les communes voisines de la Seine et à Paris, les usines de guerre tournent à plein régime pour fabriquer munitions, bombes, avions... Des habitants des communes de Val de France y sont employés : jeunes en attente de l'appel, hommes trop âgés pour partir au front, mais aussi ouvriers démobilisés pour fournir la main-d'œuvre nécessaire aux secteurs clés. Ce sont également des femmes, déjà nombreuses à exercer une activité professionnelle avant le conflit, mais accédant désormais à des postes jusqu'alors réservés aux hommes.

Ce boum économique profite au territoire de Val de France. Les hauts salaires versés par les usines de guerre vivifient les commerces, tout comme l'importante présence militaire dans les communes. Mais si certains prospèrent, d'autres périclitent. Ici une entreprise de transport doit fermer à cause de la réquisition de ses chevaux, là une blanchisserie ne peut plus fonctionner à cause de la pénurie de charbon.

Parfois, c'est le produit dont on faisait commerce qui manque. « Comme tant d'autres, la guerre ne m'a pas enrichie. Depuis la mobilisation le commerce de beurre que je faisais m'a complètement fait défaut puisque je me fournissais dans le département de l'Aisne, envahi et bien éprouvé », écrit une commerçante de Gonesse. Malgré l'engagement des femmes à la tête de certaines entreprises, des activités cessent à cause de la mobilisation du patron, telle la fabrique d'ampoules d'Arnouville ou la boulangerie de Garges.

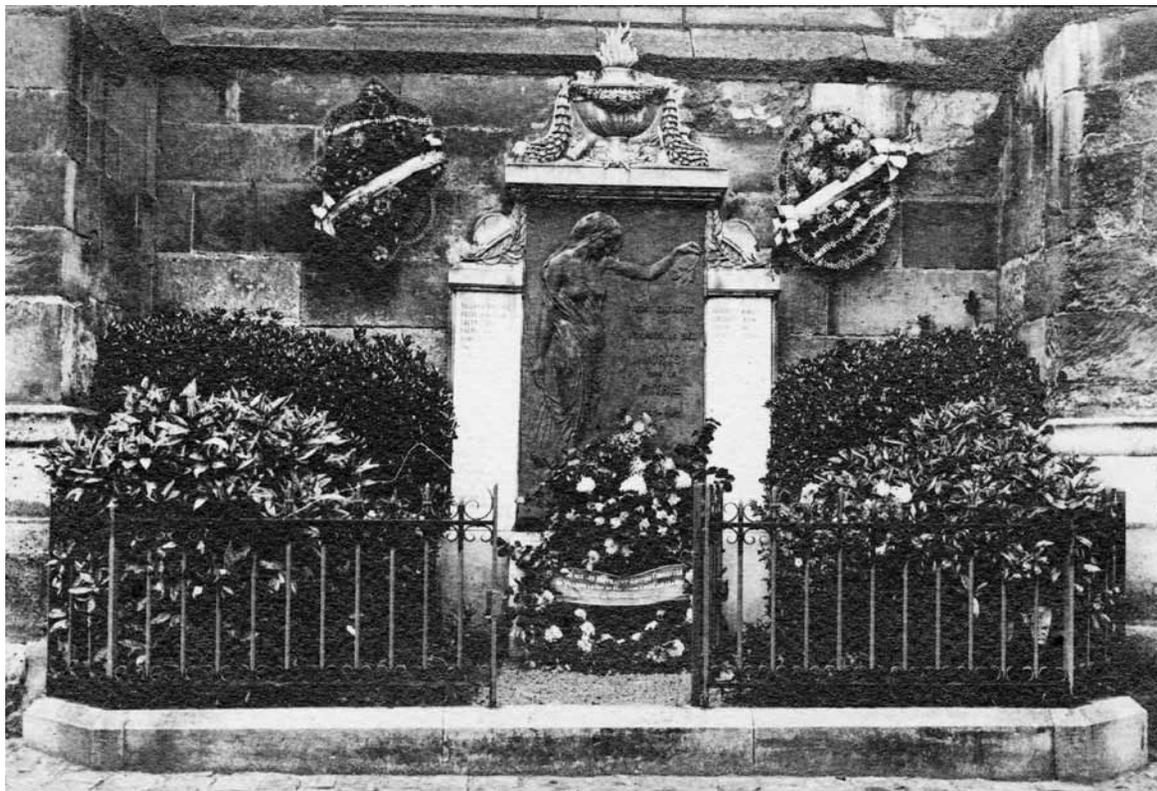
La guerre a un coût énorme, et pour la financer, l'Etat fait appel aux bas de laine en lançant des emprunts de la défense nationale, à grand renfort d'affiches et de discours : « Le succès de l'emprunt épargnera la vie de nos héroïques soldats en permettant de continuer à développer de plus en plus la production des canons et des munitions dont l'ennemi sent déjà le formidable poids ». Les municipalités sont invitées à y souscrire et à « faire de la propagande » auprès des habitants. En 1917, Arnouville y consacre 5000 francs, pour « associer la commune à l'effort que tous doivent accomplir pour procurer à l'Etat français les moyens de mener la guerre à une fin victorieuse ».



Dans l'atelier de chargement d'obus à gaz asphyxiants, au fort d'Aubervilliers, peinture des obus, 1917.

Mémoire de pierre

Toutes les communes de Val de France ont construit un, voire plusieurs monuments aux morts. Ce phénomène d'art collectif exceptionnel reflète le traumatisme infligé par cette guerre si meurtrière et une volonté unanime de sublimer la mort.



Monument sur le mur extérieur de l'église de Villiers-le-Bel, années 1920.

A la Toussaint 1915, un cortège chemine vers le cimetière de Gonesse. Les Vétérans – anciens combattants de la guerre de 1870 –, les sociétés locales, enfants des écoles, gendarmes et employés municipaux s'assemblent autour d'un édicule provisoire, élevé sur la sépulture collective des premières victimes par un régiment d'infanterie qui stationnait dans la commune. Remplacé en 1920 par un obélisque de pierre sculptée, qui sera recouvert en 1950 de granit rose, c'est le premier monument érigé en Val de France pour commémorer les victimes de la guerre.

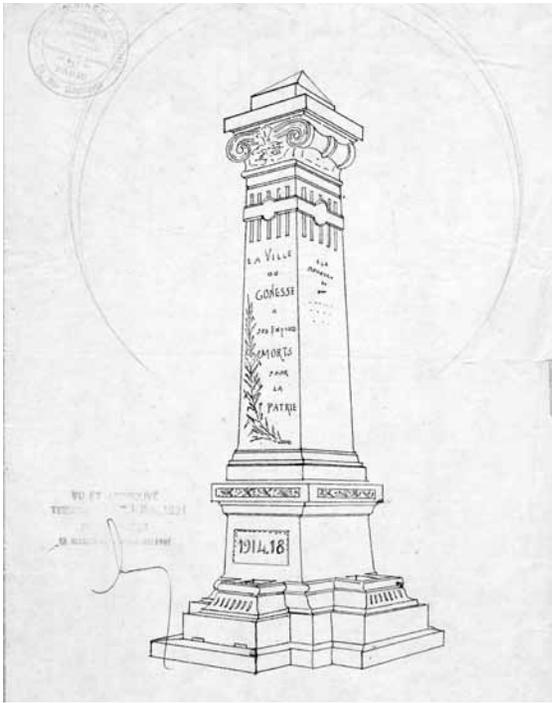
Des marques d'honneur dès 1914

Dès septembre 1914, pour « perpétuer la mémoire des Français morts à l'ennemi », l'association La Reconnaissance nationale suggère aux mairies d'établir des tableaux d'honneur et des livres d'or énumérant les victimes et blessés. Ce qui fut fait en décembre à Garges, et un peu plus tard à Arnouville, Gonesse et Sarcelles.

Dans ces trois communes, suivant une loi de 1873, des concessions gratuites au cimetière sont octroyées pour ceux qui sont morts en défendant la Patrie. La loi du 2 juillet 1915 établit le statut de « Mort pour la France », inscrit à l'Etat civil, qui ouvre aux familles des droits et des secours, outre le droit à la mémoire.

L'émotion causée à Sarcelles, en avril 1915, par l'inhumation du jeune Pautrat, première victime rapatriée, entraîne la décision de construire un monument dont « forme et emplacement seront décidés plus tard ». Les nécessités liées à la guerre qui pèsent sur les budgets municipaux expliquent ce report. A Gonesse, Villiers-le-Bel, Garges, les conseils municipaux projettent également, avant même que le conflit ne soit fini, d'édifier un monument, saisi par l'ampleur du nombre d'habitants morts au combat.

L'existence d'un monument ancien ou provisoire favorise l'instauration de commémorations dès les débuts de la guerre. A Villiers-le-Bel,



Plan du monument aux morts de Gonesse, 1920.

à chaque Pentecôte, la Société de secours mutuels dépose une gerbe au cimetière sur la stèle des soldats de la guerre de 1870, discrètement car les processions sont interdites depuis 1910. A Gonesse, défilé et discours ont lieu à la Toussaint, se saisissant du rituel catholique de commémoration des défunts pour honorer les soldats morts au combat.

Une action conjointe des municipalités et des populations

Dans l'euphorie de l'armistice et l'émotion du deuil, les associations d'anciens combattants multiplient les hommages aux victimes, tandis que des Comités municipaux se constituent pour mettre en œuvre les monuments aux morts, incluant parfois des familles des victimes. L'ensemble de la population est impliqué par les souscriptions qui, outre le revenu de fêtes, loteries, concerts, complètent la dotation municipale. A Villiers-le-Bel, le coût du monument est couvert à plus de 80% par la souscription, mais il faut relancer l'appel à contribution à Arnouville et à Garges où le président du Comité s'offusque en 1923 : « Vous ne voudrez pas que les enfants de Garges qui ont donné leur vie pour sauver la France soient moins honorés que ceux des localités environnantes, par l'érection d'un monument mesquin ! ». La loi du 25 octobre 1919 octroie une subvention nationale aux communes. Son montant dépend du nombre



Monument aux morts de Garges, peu de temps avant son inauguration, 1924.

de victimes rapporté à la population locale. Bonneuil – 1,49% de décès – a été par exemple moins touché que Garges – 9,25%.

A Sarcelles, le choix de la place des Ecoles – aujourd'hui place de Verdun – comme emplacement du monument s'explique par la volonté d'y rassembler solennellement la population. Mais la commune utilise la subvention d'Etat pour faire réaliser un second monument au cimetière. A Arnouville, Bonneuil, Gonesse et



Détail du monument aux morts d'Arnouville.

Garges, la tradition funéraire justifie le choix du cimetière. A Villiers-le-Bel, le monument est installé sur un mur extérieur de l'église ; mais il sera transféré, par la suite, au cimetière et un second, plus classique, sera érigé en 1938 place Victor-Hugo, à la sortie du village, en direction des quartiers neufs de lotissements.

Monuments funéraires ou patriotiques

Les inaugurations se succèdent : 28 mars 1920 à Bonneuil, 14 juillet à Villiers-le-Bel, 1^{er} novembre à Gonesse, 31 juillet 1921 place des Ecoles à Sarcelles, 9 septembre 1923 à Arnouville, 1924 à Garges, 19 avril 1925 au cimetière de Sarcelles. Au niveau national, l'édification en quelques années de 30000 monuments (229 en Val-d'Oise pour 185 communes) constitue un phénomène sans précédent !

Quinze ans après la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il a fallu inventer une iconographie mortuaire laïque. En Val de France, chaque monument a son style et témoigne de sentiments différents : patriotiques à Garges, dont la statue de poilu blessé – modèle n° 1851 du catalogue 1921 des marbreries Gourdon à Paris – exalte l'amour du drapeau qu'il presse sur le cœur, ou funèbres à Arnouville où le bas-relief de pierre, sculpté par Bertholot, figure de manière réaliste un soldat mourant, une grenade à la main. Quant à la « mère patrie » de Villiers-le-Bel, due à l'artiste nantais Gauthier, elle laisse pendre, dans une attitude d'épuisement et de désolation, la palme de la victoire et tend un rameau vers la croix garnie du casque du combattant à ses pieds ; au sommet, la flamme du souvenir



Détail du monument aux morts de Sarcelles sur la place de Verdun, 2014.

brûle au-dessus des casques, grenade, cartouchière et épées, devenus inutiles.

La forme de pyramide ou d'obélisque, symbole de pérennité, est choisie par les municipalités de Sarcelles, Gonesse et Bonneuil. Plus ou moins imposants et ornés, on y voit toujours la palme qui, depuis l'Antiquité, accompagne l'hommage et la gloire. La branche de laurier est associée à la feuille de chêne symbole de justice, force et endurance ; le lierre évoque la ténacité. Les monuments d'Arnouville, Garges, Sarcelles sont sculptés de décorations réservées aux héros : croix de guerre aux deux épées croisées, médaille militaire de forme ronde ou légion d'honneur.

Les inscriptions renforcent l'hommage. La formule « Pro patria » claque sur les monuments de Garges et d'Arnou-

ville, comme le drapeau national sur sa hampe ou le blason tricolore, et semble clamée par le coq qui annonce la victoire et appelle à la fierté nationale, du haut de l'obélisque, place des Ecoles à Sarcelles. « Ils ont bien mérité notre reconnaissance », « Aux glorieux défenseurs du droit et de la liberté la ville reconnaissante » : ces mentions rappellent le devoir de mémoire des générations suivantes envers celle qui a été sacrifiée. Quant aux quelque 460 noms figurant sur les monuments, ce sont ceux des soldats « morts pour la France », nés ou résidant dans la commune – critère difficile à apprécier et appliqué de façon souple, pour répondre aux demandes des familles. Ils sont inscrits sans mention de grade, plaçant les héros à égalité.



Monument aux morts de Bonneuil, 2014.



Tombes militaires, à côté du monument aux morts de Sarcelles au cimetière, 2014.



Commémoration des soldats morts pour la France à Villiers-le-Bel, 1^{er} novembre 1920.

L'invention d'un culte civique

En 1922 seulement, le 11 novembre devient la date officielle des commémorations destinées à honorer des soldats, et non à célébrer la victoire. Drapeaux, gerbes, sonnerie aux morts, appel des disparus, discours constituent les éléments d'un culte civique républicain, empreint de spiritualité. Dans toutes les communes de Val de France, anciens combattants, accompagnés des veuves, sapeurs pompiers, fanfares, sociétés de gymnastique, défilent en tête. La fonction pédagogique de la cérémonie nécessite la participation active des écoliers. Dans le contexte pénible du rapatriement des corps des victimes, ces rituels permettent de « faire son deuil ». Pour ceux dont les corps n'ont pu être retrouvés, les restes du Soldat Inconnu ont été placés sous l'arc de triomphe à Paris, le 11 novembre 1920.

Progressivement, ces commémorations deviennent l'objet d'enjeux multiples, parfois conflictuels, liés au développement du pacifisme : pacifisme empreint d'humanisme et de fraternité des associations d'anciens combattants, ou plus radical et antimilitariste du communisme. A Villiers-le-Bel, la question des processions oppose le conseil municipal au maire et au curé ; en 1923 les anciens combattants se plaignent du peu de recueillement des cérémonies. En 1933, les membres des Anciens combattants républicains (ARAC) déposent à Sarcelles une couronne de dahlias rouges dédiée « aux victimes du capitalisme ». A Arnouville en 1935, les seuls drapeaux sont ceux du parti communiste. En 1937, à Bonneuil et Sarcelles, des cortèges dissidents défilent. Des textes ministériels et préfectoraux tentent de

cadre ces célébrations, pour affirmer « l'unité morale des anciens combattants et [...] de la nation toute entière ». Ces commémorations constituent pourtant la plupart du temps des moments fédérateurs de la commune : « Quand j'étais enfant, on y allait en groupe. C'était le seul moment où on rencontrait les gosses des Charmettes. Mais des gens refusaient d'y aller. C'était politique : pour eux, le 11 novembre, c'était la fête des marchands de canon ! ».

Un élément du paysage local

Aujourd'hui, le monument aux morts, sur lequel est inscrit le nom des victimes de conflits ultérieurs, demeure le symbole des sacrifices consentis pour la patrie. Élément du paysage local, il s'anime lors des commémorations officielles : 11 novembre, 8 mai (armistice de la Seconde Guerre mondiale) et 19 mars, date choisie en 2012 pour commémorer la fin de la guerre d'Algérie et intitulée « Journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et Maroc ». En Val de France, les associations d'anciens combattants participent activement à ces commémorations et font le tour des communes pour déployer le plus grand nombre de drapeaux devant chaque monument. Les jeunes générations sont présentes : enfants de l'association socioculturelle Ensemble pour le développement humain à Villiers-le-Bel, membres du Conseil des Jeunes à Sarcelles, du Conseil des Jeunes et du Comité consultatif de la Jeunesse à Garges.

Marie-Madeleine Canet et Antoinette Yvernoiseau

La mobilisation des enfants

FICHE PEDAGOGIQUE PRIMAIRE

A la maison comme à l'école, les enfants doivent participer à l'effort de guerre. Jouets, exercices en classe et presse enfantine veillent à entretenir leur contribution à la victoire qui occupe tous les esprits.



Le bon point, utilisé dans les écoles pour récompenser les élèves méritants, se met à l'heure de la guerre. Ce modèle vante les emprunts destinés à financer le conflit et veut inciter les parents des élèves à y souscrire. Il a été dessiné vers 1918 par l'illustrateur Victor Prouvé.

Germaine J., élève à Melun (sud de la banlieue parisienne), a 10 ans. Elle fait partie des 45 000 quêteurs qui, le 7 février 1915, vendent sur tout le territoire français des images du canon 75 au profit des soldats au front. Le lendemain en classe, le devoir de rédaction porte sur cette journée de solidarité patriotique.

Rédaction.

Raconte la journée du 75.

Plan: 1. Exposition. 2. Le matin. 3. Départ pour la vente. 4. Entrée dans les maisons. 5. Dialogue. 6. Arrivée de la vente. 7. Conclusion.

Développement

Dimanche 7 Février ma maîtresse me dit qu'elle vendra du canon de 75. Cette nouvelle m'enchanta.

Le matin maman vint me réveiller. Elle me dit: «Est-tu contente de vendre le 75? Oui, maman je suis enchantée». Je fis ma toilette et je m'habillai pour le départ de la vente.

Vers 11 heures 1 une de mes compagnes vint me chercher. Nous nous sommes dirigées chez notre maîtresse. Là, elle nous donna nos petites cartons ainsi qu'à deux de mes compagnes faisant la vente. Nous nous sommes dispersées pour aller faire notre tournée. Pour commencer, j'allai chez mes parents qui me donnèrent leur obole. Puis j'allai dans les maisons qui m'étaient destinées. En entrant dans chaque habitation je disais:

«Je fais la vente du canon de 75. Votre offrande servira à secourir les soldats qui sont sur le front. Il y a deux sortes d'images représentant le 75, choisissez». Chacun prenait à son goût et me donnait sa petite offrande. Tout le monde était content de pouvoir venir en aide à nos chers soldats qui se battent pour nous.

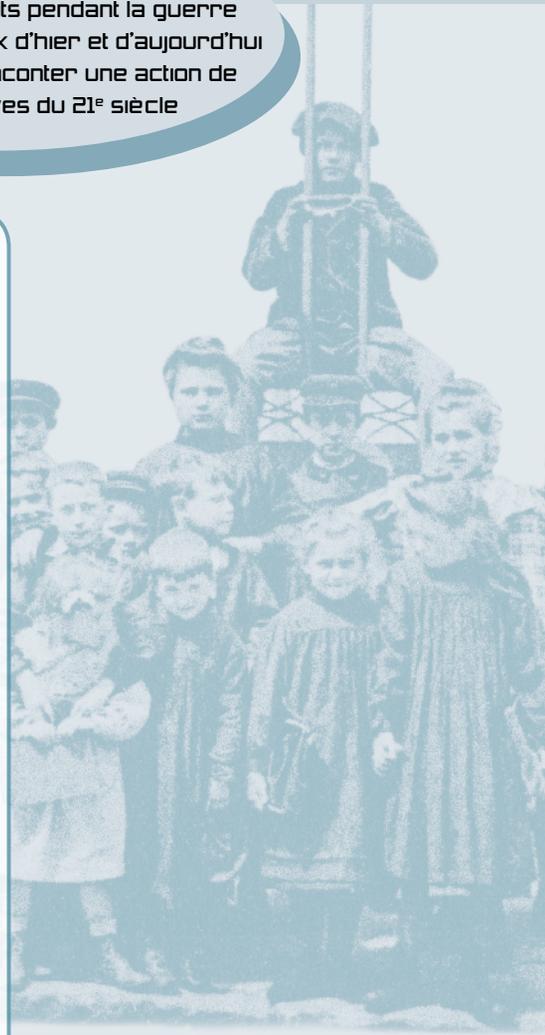
Ma tournée finit je rencontrai mes 2 compagnes ayant fini elles aussi, nous sommes revenues ensemble à chez notre maîtresse. Nous avons fait le total de la somme amassée qui était 39,95.

Je suis contente d'avoir fait la vente du 75, car pendant cette abominable guerre je m'estime très heureuse d'être utile un peu à nos chers soldats, qui se battent pour la défense du sol sacré de la Patrie.

Bon dessin

Canon de 75

- Étudier les dessins de Poulbot sur les enfants pendant la guerre
- Enquêter sur les jeux d'hier et d'aujourd'hui sur les guerres
- Raconter une action de solidarité d'élèves du 21^e siècle



Cette planche de dessins à découper est imprimée recto verso sur du carton, pour que les soldats et les infirmières puissent se tenir debout. Les jouets patriotiques et militaires existaient déjà. Mais avec la guerre, ils déferlent dans les catalogues et les magasins.



Causerie sur l'image. — 1. Où se passe la scène que vous voyez ? — 2. Montrez M. Feltin, l'instituteur. — 3. Comment sont coiffés les élèves ? — 4. Que portent-ils ? — 5. A quel jeu se livrent-ils ? — 6. Que dessine, sur le sable, l'enfant coiffé d'un béret ?

Voici un extrait du livre de lecture intitulé *Pour notre France ! Histoire de la Grande Guerre racontée à deux enfants*, publié vers 1920 par le libraire Gedalge. Les jeux de guerre sont abondamment pratiqués par les garçons, dans les rues et à l'école.

Correspondances militaires

FICHE PEDAGOGIQUE COLLEGE

Écrites par des habitants servant dans les zones de combats ou par des militaires cantonnés en Val de France, ces lettres et ces cartes constituent un témoignage exceptionnel du quotidien et des préoccupations des soldats.

Soupir dans l'Aisne, le 24 février 1915. [...] Je vous parlerai de la vie aux tranchées. L'on est comme des taupes, actuellement nous sommes à 30 mètres les uns et des autres, et ma foi l'on s'interpelle avec toutes les injures possibles. Le premier qui risque un œil est vivement rappelé à la raison par les prunes. Tous les jours, c'est la danse avec grosses caisses pour accompagnement. Ils ne peuvent pas tirer avec leurs canons sur nous car ils sont maladroits. Ils se contentent de tirer sur les villages démolis, c'est ce qui fait leur force. Nos canonniers sont des merveilles, ils posent des marmites à 40 mètres de nous dans leurs trous et, ma foi, c'est beau de voir le résultat. Les planches qu'ils ont sur eux montent à 5 mètres dans l'air. A tous les jours la même rengaine depuis 4 mois et demi. Nous ne savons pas la fin de cette tuerie. Tout le monde en a assez, depuis l'active jusqu'aux vieux, car ce sont les vieux qui tiennent les trous pendant que l'active se repose pour l'offensive qui va se produire le mois prochain, à ce que l'on dit. Mais je crains fort que la guerre ne finisse sur place, car pour les sorties il faut de la viande en masse car ils ont des fils de fer devant eux. [...] Lieutenant Prétat.

tous le monde en a assez Service Militaire

Le 10 avril 1915. [...] Nos grands chefs font bien de décorer des brancardiers, car nos hommes sont vraiment héroïques. Nous n'avons pas l'exaltation du combat, la griserie de la poudre, comme on dit. Au contraire, très peu en arrière des lignes, pas même à une portée de fusil, il nous faut souvent supporter des marmitages soignés en attendant l'issue et traverser ensuite des zones balayées par l'artillerie et battues par les balles, et ce pas une fois, mais dix, vingt, trente fois, jusqu'à ce que le terrain soit liquidé. Nous allons donc franchement à la mort, sans même avoir la satisfaction de pouvoir descendre quelques sales Boches. Il est dur souvent de falloir encaisser sans pouvoir rendre. Vous avez bien raison de soigner tous nos sociétaires au front, il faut vivre dans ce milieu pour mesurer l'héroïsme de tous les hommes qui sont au front, le mépris du danger et le seul but poursuivi par tous et seul motif de leur sacrifice : le salut et la grandeur de notre France. Personne ici de découragé, personne qui rechigne contre la durée, toujours le réveil, quand on a pris du repos la nuit, se fait au cri de « Poilus de la 66^e haut les cœurs ». [...] A.Malgloire.

"Poilus de la 66^e Haut les cœurs"

Le 8 septembre 1915. Chers parents. J'ai reçu hier au soir votre lettre du 2 septembre, et une lettre de Jeanne et une carte de Maurice Fauvain. On a travaillé toute la nuit aux tranchées, et on y travaille encore cet après-midi. On part pour quelques jours au repos ce soir à minuit. L'autre jour que les boches nous ont bombardés, avec des gros obus, on a eu pas mal de pertes. Hier ils nous ont encore descendu un aéro. Pour le moment, je n'ai besoin de rien comme linge, seulement c'est quelque chose contre les poux qu'il me faudrait, tâchez de m'en envoyer. [...] Je mangerais bien des poires et un bout de galette, ça me fait drôlement envie, seulement ça arriverait dans un drôle d'état, mon saucisson sentait déjà et c'est dommage car je l'aime bien celui là. Demain je mangerai la langouste avec la vinaigrette. Je termine en vous embrassant tous bien fort. Marcel

M. Adame

- Imaginer la réponse à un de ces courriers
- Enquêter sur l'organisation du service postal
- Étudier d'autres types de correspondances

14^e Escouade

Sarcelles, le 1^{er} octobre 1914 9h1/2 matin. Chère Marie, nous sommes arrivés à bon port. Voici notre caserne. Pour le mandat encore rien. Je ne vois rien de plus. Je vous embrasse tous. Ton mari Léon Aubin. [cantonné à la salle des fêtes de Sarcelles]

Villiers-le-Bel. Meilleurs vœux de bonheur et de santé pour vous et vos enfants. Pour nous tous, une paix victorieuse et prochaine qui nous réunisse dans la joie. Georges.

Gonesse, le 29 juin 1916. Ma chère Marie et Fernand. J'ai reçu ta carte hier qui me fait bien plaisir, je suis content que la friche soit labourée, il faudra la rouler quand il fera bon, car il tombe de l'eau tous les jours. Nous devons changer samedi pour faire des tranchées, je dois aller à Goussainville et revenir peut-être 8 jours après. Nous faisons à peu près rien, en attendant d'aller travailler. Je suis en bonne santé. J'espère que vous êtes de même. Ton mari qui pense toujours à toi ainsi qu'à Fernand. Richebert Louis. Faites attention à la vigne et aux arbres.

Ma chère petite Suzanne

Gagny, le 24 octobre 1914. Ma chère petite Suzanne, ton petit papa pense toujours à son petit Suzon, je t'envoie comme à ta sœur une image, cherche moi et tu diras à maman et à grand-mère où je suis, et je pense que tu seras comme ta sœur bien mignonne, bien obéissante, et que tu prieras bien le bon Dieu pour ton petit papa pour qu'il revienne bien vite te voir, et toi aussi embrasse bien dur tout le monde chez nous pour moi, et je t'embrasse bien dur bien dur. Ton petit papa qui t'aime. Henri Grimault.

Garges, le 23 juillet 1917. Chère Marie. Rien de toi aujourd'hui, hier j'ai reçu ta lettre du 18. J'ai passé un dimanche plutôt désagréable, j'ai pris la boulange à midi pour aller jusqu'à 1 heure du matin. Je reprends ce soir. Rien d'autre à te dire, la santé va bien, j'espère que ma carte vous trouvera de même. Je t'envoie mille bons baisers ainsi qu'à Madeleine et Marcel. Ton mari qui t'aime et pense à toi. J. Leuroy

Gonesse, le 1^{er} avril 1918. Ma chère petite Jane. Voici la vue de la plus jolie place de Gonesse !! Ici tout est sale, habitants et rues. Cependant nous y sommes très bien et quoiqu'il n'y ait aucune distraction, nous souhaitons d'y rester encore longtemps. Nous sommes à 17 km de Paris, et c'est assez facile d'y aller le dimanche. J'ai été malade pendant près une semaine, mais il n'en paraît plus rien. Tu connais mon adresse. Ecris moi de longues lettres que je lirai au coin du feu, car j'ai un foyer dans une famille très aimable. Je t'embrasse de tout cœur. A quand les vues d'Alsace ?! R.Oger

Meilleurs vœux de bonheur et de santé

Le service postal militaire entretient des liens essentiels entre le front et l'arrière. Réorganisé au début de l'année 1915 pour gagner en efficacité, il assure la délivrance d'innombrables correspondances, jusqu'à 5 millions par jour, envoyées par les poilus et leurs familles. La franchise militaire facilite ces échanges. Si les soldats évoquent parfois la dureté de leur expérience, ils tiennent souvent des propos rassurants et s'enquêtent fréquemment de la vie de leurs proches. Certains écrivent de longues lettres, mais c'est le petit mot qui est privilégié, écrit sur des cartes militaires distribuées gratuitement, des cartes postales du lieu de cantonnement, des cartes fantaisie, ou bien au dos de photographies prises par des photographes ambulants, qui montrent à leurs proches qu'ils sont en bonne santé.

Gonesse le 29 juin 1h soir 1915

Assister les blessés nerveux

FICHE PEDAGOGIQUE LYCEE

Si les œuvres de guerre pour les mutilés sont nombreuses, rares sont celles qui tentent d'aider les victimes de troubles psychiques, telle l'école de rééducation ouverte à Arnouville et Gonesse en 1920.

C'est un pressant appel que l'Assistance aux blessés nerveux de la guerre adresse à la générosité du public pour lui permettre d'assurer le fonctionnement de son œuvre. Elle a pour objet de venir en aide à une catégorie de réformés de la guerre particulièrement digne d'intérêt : les blessés nerveux. Pour n'être pas apparente, comme la perte d'un membre, la diminution subie par eux dans leurs forces physiques et dans leurs facultés intellectuelles n'en fait pas moins des victimes qui relèvent, comme les autres, de la solidarité humaine et plus particulièrement de la solidarité nationale.

Insuffisamment malades pour être conservés ou acceptés dans les formations sanitaires ou secourus par la plupart des œuvres qui s'attachent surtout à ceux qui portent des mutilations ou des blessures apparentes, ces malheureux sont peut-être les plus dignes de pitié. On ne peut pas les laisser livrés à eux-mêmes, avec leur pension insuffisante pour les faire vivre, et ceci dans un intérêt social. Beaucoup d'entre eux, nous avons pu le constater, aujourd'hui des aigris, seraient demain des révoltés et des ferments dangereux pour la tranquillité publique.

Diminués à divers points de vue, ils n'en sont pas moins susceptibles presque tous d'une amélioration et d'une utilisation relatives. Incapables de travailler parmi les ouvriers normaux, ils ont besoin de milieux qui leur soient spéciaux et où leur infériorité ne soit pas une cause de trouble. C'est pour cela que, voulant poursuivre son œuvre, l'Assistance aux blessés nerveux de la guerre s'est vue dans la nécessité de créer des centres d'exploitation agricole et des ateliers dans lesquels des métiers simples seraient exercés par ces blessés.

Brochure de présentation de l'Assistance aux blessés nerveux de la guerre, 1921.



Atelier de vannerie.



Travail de maraîchage.

Oui, Madame, vous l'avez créée cette Maison des Nerveux de la Guerre. Alors que les asiles se multipliaient pour les amputés, les paralysés, les tuberculeux, les aveugles, les malades du cerveau restaient abandonnés. Rebutés de leur famille parfois, souvent de la société, les nerveux constituaient la catégorie des plus déshérités parmi les innombrables épaves que la guerre a engendrées. C'est que les trépanés, les commotionnés, les épileptiques, les nerveux en un mot, ne sont pas toujours commodes : avoir perdu une partie de son cerveau, c'est pire que d'avoir perdu une jambe, un bras, un poumon, même les deux yeux. Il fallait un cœur grand comme le vôtre, Madame, pour comprendre et sentir notre détresse, pour nous aimer assez pour faire ce que vous avez fait pour nous. Et vous avez fait grand, beau et bien.

Discours prononcé par un élève de l'école, lors de la fête donnée à l'occasion de la remise de la Légion d'honneur à Marguerite Hérold, *La Tribune de Seine-et-Oise*, 4 décembre 1920.

Etudier la solidarité pour
les mutilés ■ Concevoir une affiche
pour cette œuvre ■ Enquêter sur l'histoire
du handicap

Le conseil municipal, informé des actes répréhensibles commis par des mutilés dans la commune, notamment

- 1 - Menaces proférées contre les commerçants qui refusent de servir à boire à quelques-uns de ces malheureux en état d'ébriété.
- 2 - Querelles qui se produisent entre eux dans les rues ou les établissements publics, et batailles avec armes, revolvers et couteaux qui en sont la suite.
- 3 - Gestes inconvenants faits devant des femmes ou des jeunes filles.

Demande que l'administration de l'école de rééducation interdise les sorties libres aux mutilés ou les fasse accompagner par des personnes qui veilleront sur leurs faits et gestes afin d'éviter que ces malheureux, bien souvent irresponsables, ne commettent des actes coupables dont seraient victimes les habitants.

Délibération du conseil municipal d'Arnouville, 6 février 1921.

Quelques bonnes âmes de Gonesse, et Dieu sait s'il y en a... éprouvent le besoin de tourmenter certains malades de l'École de rééducation. Surtout ceux qui ne peuvent se mouvoir que par des gestes désordonnés. Il est certain que ces pauvres victimes de la guerre sont assez durement éprouvées sans que la malignité de quelques habitants n'aggrave leur nervosité. Ces quelques Gonessiens au cœur sensible, pour s'éviter la vue de ces malades, n'hésitent pas à les menacer du garde-champêtre ou des gendarmes. C'est triste... lamentablement triste. [...] Que les malades de l'École se rassurent. Les bons Français les plaignent et savent comprendre combien ils sont dignes d'intérêt. La Section des Mutilés de Gonesse.

Tribune de Seine-et-Oise, 29 juillet 1922.



Réfectoire de l'école.

Plus de 100 000 soldats français ont été atteints de troubles mentaux, temporaires ou permanents, au cours du conflit. Soupçonnés d'être des simulateurs, ils sont traités dans des centres neurologiques afin d'être renvoyés au front. Pour soulager leur détresse, Marguerite Hérold crée en 1917 l'Assistance aux blessés nerveux de la guerre. Après avoir ouvert un dispensaire à Paris, elle installe en 1920 une école de rééducation au château d'Arnouville, dotée d'une annexe dans une ferme de Gonesse. Il s'agit du premier établissement de ce type en France. Doté de 150 places, il occupe les blessés nerveux à des travaux d'horticulture, maraîchage, agriculture, vannerie, corderie... L'intégration de ces mutilés sans blessure dans les deux communes ne va pas sans mal.

pour en savoir plus

Bibliographie

Alary E., *La Grande Guerre des civils*, Perrin, 2013.

Amara M., *Des Belges à l'épreuve de l'exil : les réfugiés de la Première Guerre mondiale*, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2014.

Arnouville et son passé, « La Grande Guerre. Les Arnouillois se souviennent », *Gazette d'Arnouville* n°1, 2012.

Audoin-Rouzeau S., Becker A., *14-18, retrouver la guerre*, Gallimard, 2000.

Audoin-Rouzeau S., *La guerre des enfants 1914-1918*, Armand Colin, 2004.

Audoin-Rouzeau S., *La Grande Guerre 1914-1918*, Gallimard, 1998.

Becker A., *La guerre et la foi : de la mort à la mémoire 1914-1930*, A. Colin, 1994.

Becker A., *Les monuments aux morts : patrimoine et mémoire de la Grande Guerre*, Errance, 1988.

Becker A., *Oubliés de la grande guerre : humanitaire et culture de guerre*, Noesis, 1998.

Becker J.-J., *1914, comment les Français sont entrés dans la guerre*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.

Becker J.-J., *Les Français dans la Grande Guerre*, R. Laffont, 1980.

Becker J.-J., *La Première Guerre mondiale*, Belin, 2003.

Becker J.-J. et al., *Guerre et cultures (1914-1918)*, Armand Colin, 1994.

Becker J.-J. et al., *1914-1918 l'autre front*, Editions ouvrières, 1977.

Boissel X., *Paris est un leurre*, Inculte, 2012.

Capdevila L. et al., *Hommes et femmes dans la France en guerre, 1914-1939*, Payot, 2003.

Collectif Fusion, « Les colonies dans la Grande Guerre », *Sakamo* n°12, 2008.

Darmon P., *Vivre à Paris pendant la Grande Guerre*, Fayard, 2002.

Ducasse A. et al., *Vie et mort des Français, 1914-1918*, Hachette, 1959.

Frémeaux J., *Les colonies dans la Grande Guerre : combats et épreuves des peuples d'outre-mer*, Editions 14-18, 2006.

Fontana J., *Les catholiques français pendant la Grande Guerre*, Editions du Cerf, 1990.

Gallieni, *Mémoires du général Gallieni : défense de Paris, 25 août-11 septembre 1914*, Payot et Cie, 1920.

Gilquin J.-C., *La pierre du souvenir*, Valhermeil, 1994.

Hirschauer, Klein, *Paris en état de défense*, Payot, 1927.

History of Anti Aircraft School (Arnouville), AAS, A.E. Force, 120.5.4, National Archives Usa, 1918.

Le Naour J.-Y., *Les soldats de la honte*, Perrin, 2011.

Loez A., *14-18 les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Gallimard, 2010.

Lucas J., *La D.C.A de ses origines au 11 novembre 1918*, Baudinière, 1934.

Maillat A.-C., *Histoire d'Arnouville-les-Gonesse*, Herbin & Bouché, 1920.

Michel M., *Les Africains et la Grande Guerre : l'appel à l'Afrique, 1914-1918*, Karthala, 2003.

Mistler J., *Le bout du Monde*, Grasset, 1964.

Nivet P., *Les réfugiés français de la Grande Guerre, 1914-1920 : les « Boches du Nord »*, Economica, 2004.

Perreux G., *La vie quotidienne des civils en France pendant la Grande Guerre*, Hachette, 1966.

Pignot M., *La guerre des crayons*, Parigramme, 2004.

Porte R., *La mobilisation industrielle, premier front de la Grande Guerre ?*, 14-18 Editions, 2005.

Pourcher Y., *Les jours de guerre : la vie des Français au jour le jour entre 1914 et 1918*, Plon, 1994.

Prost A., *Les anciens combattants (1914-1939)*, Gallimard-Julliard, 1977.

Saint-Bastien J.-F., *S'écrire pendant la Grande Guerre : lettres et colis des tranchées*, Sutton, 2012.

Sarcelles et son histoire, *Numéro Spécial de Sarcelles et son histoire : La Grande Guerre 14-18*, s.d.

Sardain M.-F., *Défenses et sièges de Paris 1814-1914*, Economica, 2008.

Savoye A., *Guerre et après-guerre en banlieue nord parisienne 1914-1922*, Soteca, 2010.

Thébaud F., *La femme au temps de la guerre de 14*, Stock, 1986.

Tison S., Guillemain H., *Du front à l'asile, 1914-1918*, Alma, 2013.

Presse ancienne

L'Echo Pontoisien (1914-1919)

Luttes Sociales de Seine-et-Oise (1914)

La Tribune de Seine-et-Oise (1914-1923)

Le Petit Parisien (1914-1919)

La Croix (1914-1919)

Bulletin des réfugiés du nord (1914-1916)

Archives

Délibérations du Conseil Municipal d'Arnouville, Bonneuil, Garges, Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel

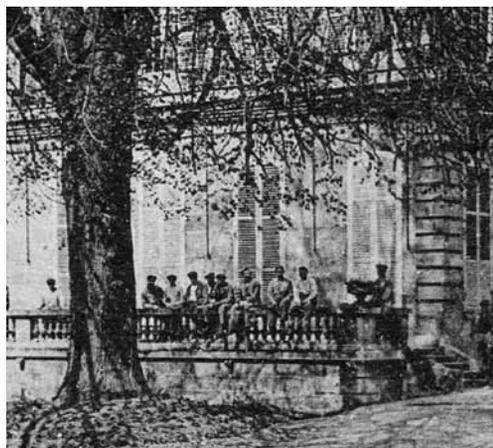
Archives municipales de Gonesse : sous-séries 3F, 6F, 2H, 4H, 1M

Archives départementales du Val d'Oise : sous-séries 781R, 782R, 2M, 2N, 1Z ; E-DEPOT 55 sous-séries 2H, 4H

Archives départementales des Yvelines : sous-séries 1R, 2R, 10R, 4M, 13M, 1N

Archives du ministère de la Défense : sous-série 26N

chantiers du PATRIMOINE



Commémoration de la Grande Guerre en Val de France

Sur notre territoire, la commémoration de la Première Guerre mondiale fait l'objet d'une mobilisation exceptionnelle. Une programmation riche et variée a été conçue pour faire du centenaire un grand rendez-vous culturel et citoyen.

En Val de France, de nombreux porteurs de projets préparent des actions pour commémorer la Guerre 14-18. Témoinnant de la richesse de ce programme, plusieurs initiatives se sont vues décerner le label attribué par la mission nationale du Centenaire pour distinguer les plus innovantes : projets du lycée Jean-Jacques-Rousseau de Sarcelles, du collectif Fusion de Villiers-le-Bel, de la Mission Mémoires et Identités en Val de France (MMIV) ou encore du Conseil général du Val d'Oise.

En l'absence de témoins de la Grande Guerre, aujourd'hui tous disparus, il incombe désormais à l'ensemble de la société d'endosser le rôle de passeur de mémoire auprès des jeunes générations. C'est pourquoi les actions pédagogiques seront nombreuses dans nos communes. Mais c'est aussi à tous les habitants que s'adresse le programme commémoratif, afin de se souvenir et de réfléchir ensemble à ce que fut cette épreuve, qui a engagé non seulement ceux qui firent le sacrifice de leur vie – et parmi eux les soldats coloniaux –, mais aussi les populations civiles à l'arrière.

Au lycée, dans les collèges...

En choisissant de faire de la Grande Guerre son projet d'établissement 2013-2014, le lycée Jean-Jacques-Rousseau de Sarcelles a inauguré l'événement avec brio. Pendant un an, 37 professeurs et 750 élèves ont travaillé à la préparation de *La journée 1914* : un parcours composé d'une quarantaine d'ateliers, expositions, vidéos et spectacles, présentés au public dans l'enceinte de l'établissement en



Deux des spectacles présentés par les élèves du lycée Jean-Jacques-Rousseau lors de La journée 1914.

mai dernier. Société, arts, littérature, combats, sciences, médecine, la palette des questions abordées a été vaste.

Des collégiens ont pu bénéficier au printemps dernier de la projection du film *La grande illusion* de Jean Renoir, à l'initiative de la Mission images et cinéma du Val d'Oise, dans le cadre de l'action « Collèges au cinéma ». Les classes de 4^e et de 3^e des établissements inscrits dans ce dispositif (Pablo-Picasso, Henri-Wallon et Henri-Matisse de Garges, Anatole-France, Chantereine, Evariste-Galois et Voltaire de Sarcelles et Léon-Blum de Villiers-le-Bel) ont assisté à la projection de ce grand classique.

Vivre entre le front et Paris

Dès ce mois de septembre et jusqu'en 2019, le service éducatif des archives départementales du Val d'Oise propose aux classes du département des ateliers pédagogiques, complétés par des visites des archives et du musée de l'Armée, autour de trois thèmes d'études : les relations des habitants et des autorités locales avec les migrants, la participation de l'arrière à l'effort de guerre et l'impact du conflit sur les populations civiles et le territoire. En parallèle, des formations sont proposées aux enseignants.

Cette initiative s'inscrit dans le projet du conseil général du Val d'Oise, *Vivre entre le front et Paris : la Grande Guerre dans l'actuel Val d'Oise*. Pendant quatre ans, plusieurs expositions itinérantes seront proposées dans le département, dont *L'âne en guerre et autres animaux soldats*, conçue par l'Atelier de restitution et du patrimoine ethnologique, présentée en juin dernier au collège Voltaire de Sarcelles et cet automne à la bibliothèque intercommunale d'Arnouville.



Exposition de l'Atelier de restitution du patrimoine et de l'ethnologie.

Une histoire partagée

En partenariat avec les associations et les Villes, la MMIV s'est mobilisée pour faire une recherche sur l'histoire locale du conflit. Sur la base de cette étude, le projet *1914-2014 : une histoire partagée* décline plusieurs actions, afin de partager cette mémoire avec le plus grand nombre. Outre ce numéro spécial de *Patrimoine en Val de France*, l'exposition *1914-1918, une vie dans la Grande Guerre* sera présentée dans les bibliothèques intercommunales et d'autres lieux de l'agglomération. En juillet dernier, une page Facebook a été lancée, racontant l'histoire du conflit dans nos communes à travers des documents d'archives, postés à un rythme bihebdomadaire pendant un an.

En partenariat avec la Ville de Sarcelles, la MMIV propose aussi un ciné-concert, *La femme française pendant la guerre*, tourné en 1918 par le service cinématographique des Armées et dont la projection sera accompagnée au piano. Le film sera précédé par le récit de *Parcours de poilus sarcellois* d'élèves du lycée Jean-Jacques-Rousseau, fruit d'un atelier piloté par la MMIV.

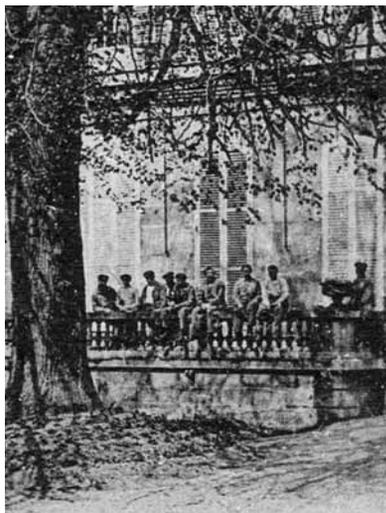
Les bibliothèques de Val de France s'associent à cette programmation. De septembre à novembre, elles proposent des expositions, telle *Dans la guerre des Toubabs, les tirailleurs sénégalais en 14-18*, du musée du Chemin des Dames, des rencontres-débats, notamment avec Michel Laval, auteur de *Tué à l'ennemi : la dernière guerre de Charles Péguy*, des lectures, des projections...

Par-delà les frontières

Le collectif Fusion a conçu *Les Sentiers de la Mémoire, 1914-2014*, un projet construit à partir d'ateliers organisés en milieu scolaire et extra-scolaire à Sarcelles, Gonesse et Villiers-le-Bel, autour de la question : où étaient et que faisaient mes ancêtres en 1914 ? Sont prévus une exposition conçue à partir d'archives familiales, des lectures publiques, ainsi qu'un blog



Peintures de soldats coloniaux réalisées en 2008 et présentées en 2014 en Allemagne par le collectif Fusion.



Les blessés nerveux de la guerre au château d'Arnouville, évoqués dans l'exposition d'Arnouville et son passé.

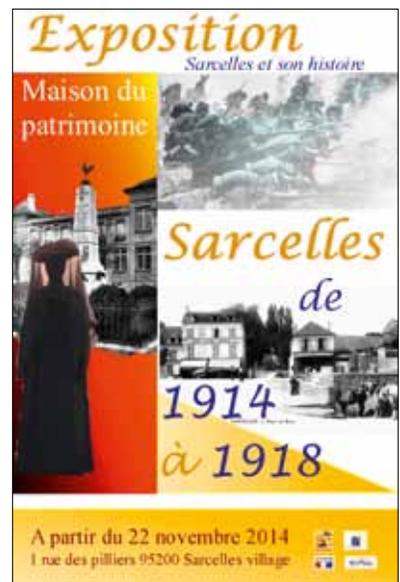
trilingue réalisé en partenariat avec une association berlinoise.

Le collectif a aussi pu présenter en Allemagne les fruits de son projet de 2008, *Les sentinelles de la mémoire*, réalisé avec des élèves du collège Martin-Luther-King de Villiers-le-Bel. Ceux-ci, aujourd'hui âgés d'une vingtaine d'années, ont pu ainsi montrer leur exposition de peintures de soldats coloniaux et leur roman graphique à Berlin en mai et août derniers, et à Stuttgart en octobre prochain, grâce à un partenariat avec l'Office franco-allemand de la jeunesse.

Associations au rendez-vous

L'association Arnouville et son passé propose au château d'Arnouville, lors des Journées du patrimoine, une exposition dédiée à la mémoire locale : histoire des noms de rues de la commune se rapportant au conflit, présence de blessés nerveux au château, vie des Arnouillois... Des thématiques nationales seront aussi abordées, avec des journaux, uniformes et objets personnels de soldats. Un concert de musique d'époque est également au programme, avec Les Rouges Gorges et l'ensemble Piu Mosso. Le bulletin édité en 2012, *La Grande Guerre : les Arnouillois se souviennent*, sera mis à disposition.

L'association Sarcelles et son Histoire inaugurera en novembre à la Maison du Patrimoine une exposition dédiée à la vie quotidienne à Sarcelles pendant le conflit, *Sarcelles de 1914 à 1918*, réalisée avec le concours d'habitants de Val de France et du club philatélique de Saint-Brice. A partir de documents et d'images d'archives, de nombreux thèmes seront traités : la population, les lieux importants, les décisions municipales, le tribut en vies humaines... Comme elle en a l'habitude, l'association recevra toutes les classes intéressées par cette plongée dans la mémoire sarcelloise du conflit.



Exposition de Sarcelles et son Histoire.

Des petits aux grands

En partenariat avec des associations d'anciens combattants, la Ville de Sarcelles propose *La Grande Guerre racontée aux enfants*, une conférence de Jean-Claude Rouvière. Destinée aux élèves des classes de CM2 et expliquant les grandes étapes qui ont conduit à la guerre, elle sera présentée dans de nombreuses écoles de Sarcelles au cours de l'année.

Toujours à Sarcelles, la Ville a préparé une semaine culturelle spéciale « Centenaire ». Dans le spectacle *Qui se souviendra...*, Christophe Malavoy, accompagné par le quatuor Psophos, fera revivre les derniers jours de son grand-père en même temps que la musique des grands compositeurs de cette époque. *Les Chansons de la Grande Guerre* de Marie-Hélène Féry permettra de découvrir les grands airs du conflit. Il y aura aussi deux jours de projection de films, qui permettront de voir ou revoir *Charlot soldat* et *Les sentiers de la gloire* de Stanley Kubrick.



Spectacle présenté à Sarcelles.

De l'histoire à la culture

La Ville de Gonesse a lancé son Centenaire l'été dernier, par une conférence de l'Université inter-âges sur l'attentat de Sarejevo, puis par un ciné-débat autour du film *Qui a tué Jaurès ?* Cet automne, elle propose pas moins de trois exposi-



Archéologie de la guerre, par l'INRAP.



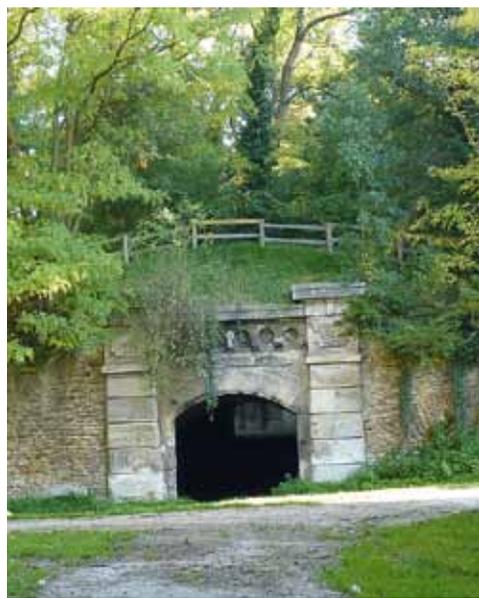
Image de l'exposition Gonesse à la veille de la Grande Guerre.

tions : *L'archéologie de la Grande Guerre*, de l'Institut national d'archéologie préventive, *La déclaration de guerre, les grandes offensives* de l'Office national des anciens combattants, ainsi que *Gonesse à la veille de la Grande Guerre*, réalisé par le service Archives et patrimoine de la Ville. Ce dernier se charge aussi d'animer des ateliers sur le thème de la guerre auprès des enfants durant le temps périscolaire.

A Gonesse encore, la Compagnie Inouïe présentera son spectacle, *Jean-Jaurès, le monde sensible*, combinant des extraits de discours de Jaurès avec des créations visuelles et sonores. L'association Patrimonia organisera une rencontre-débat, *Les ailes françaises en 1914 et la naissance de l'aéroport du Bourget*, suivie d'une visite du Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget. Tout ceci n'est que le début d'une commémoration qui durera jusqu'en 2018, avec de nombreux événements, à la préparation desquels sont associés le Conseil municipal des Jeunes et des jeunes accueillis dans le cadre du service civique.

En construction...

Au moment où nous mettons sous presse, la Ville de Garges n'avait pas encore fini de préparer sa programmation. Mais était déjà annoncé un grand jeu-rallye dans la ville, organisé par le Conseil municipal des Jeunes. Les participants devront répondre à des énigmes pour identifier des lieux de mémoire et y relever des défis sous forme d'épreuves pédagogiques ou sportives. Dans la continuité du jeu, tous seront invités à réaliser une œuvre collective en partenariat avec l'école municipale d'arts plastiques.



Le fort de Stains à Garges, une des étapes du jeu-rallye du Conseil municipal des Jeunes.

La Ville d'Arnouville, quant à elle, se mobilisera en 2015, autour du centenaire du génocide arménien, un épisode particulièrement tragique lié à la Grande Guerre. La Ville de Sarcelles commémorera aussi cet événement, et réfléchit en outre à une programmation liée à la mémoire des troupes coloniales. Les associations d'anciens combattants sont bien entendu mobilisées, dans des initiatives pédagogiques, mais aussi pour un 11 novembre qui s'annonce exceptionnel. A défaut de pouvoir être complet, cet article montre combien notre territoire s'est mobilisé pour commémorer la Grande Guerre.

Sophie Jobez

Agenda

EXPOSITIONS

Arnouville **La Première Guerre mondiale**
Orangerie du château
7, rond-point de la Victoire
Samedi 20 et dimanche 21 septembre - Entrée libre

1914-1918, la vie dans la Grande Guerre
Bibliothèque - 15/17 rue Robert Schuman
Du 14 au 25 octobre - Entrée libre

Bonneuil-en-France **1914-1918, la vie dans la Grande Guerre**
Mairie - 15 rue de Gonesse
Du 24 novembre au 6 décembre - Entrée libre

Garges-lès-Gonesse **Dans la guerre des Toubabs, les tirailleurs sénégalais en 14-18**
Bibliothèque Elsa-Triolet
rue Jean-François-Chalgrin
Du 13 septembre au 4 octobre - Entrée libre

1914-1918, la vie dans la Grande Guerre
Bibliothèque Elsa-Triolet
rue Jean-François-Chalgrin
Du 28 octobre au 8 novembre - Entrée libre

Gonesse **Gonesse à la veille de la Grande Guerre**
Pôle culturel de Coulanges
4 rue Saint-Nicolas
Du 20 septembre au 19 octobre - Entrée libre

L'archéologie de la Grande Guerre
Pôle culturel de Coulanges - 4 rue Saint-Nicolas
Du 20 septembre au 19 octobre puis itinérante
Entrée libre

La déclaration de guerre, les grandes offensives
Pôle culturel de Coulanges - 4 rue Saint-Nicolas
Du 20 septembre au 19 octobre puis itinérante.
Entrée libre

1914-1918, la vie dans la Grande Guerre
Médiathèque de Coulanges
4, rue Saint-Nicolas
Du 20 septembre au 11 octobre - Entrée libre

Sarcelles **Sarcelles de 1914 à 1918**
Maison du patrimoine - 1, rue des Pilliers
Vernissage samedi 22 novembre à 11 h
Du 22 novembre au 21 novembre 2015
Entrée libre

1914-1918, la vie dans la Grande Guerre
Bureau d'Information Jeunesse
20 bis place de France
Du 8 au 19 décembre - Entrée libre

Villiers-le-Bel **1914-1918, la vie dans la Grande Guerre**
Bibliothèque Aimé-Césaire
1, place Victor-Hugo
Du 10 au 22 novembre - Entrée libre

L'âne en guerre et autres animaux soldats
Bibliothèque Jean-Jaurès - 4 rue Léon Blum
Du 13 au 29 novembre - Entrée libre

RENCONTRES-DEBATS

Gonesse **Les Français de 1914**
Auditorium de Coulanges
4, rue Saint-Nicolas
Samedi 11 octobre à 15 h
Entrée libre

Les ailes françaises en 1914 et la naissance de l'aéroport du Bourget
Auditorium de Coulanges
4, rue Saint-Nicolas
Samedi 25 octobre à 10 h
Entrée libre

CINEMA

Sarcelles **La femme française dans la guerre**
ciné-concert
Auditorium du conservatoire
2, rue Paul-Langevin
Dimanche 5 octobre à 15 h
Entrée libre

Projections de films sur la Première Guerre mondiale
Salle Jacques-Berrier
rue Pierre-Brossolette
Dimanche 16 novembre à 15 h et lundi 17 à 14 h
Entrée libre

SPECTACLES

Arnouville **La Première Guerre mondiale**
Orangerie du château
7, rond-point de la Victoire
Dimanche 21 septembre à 15 h
Entrée libre

Gonesse **Jean-Jaurès, le monde sensible**
Auditorium de Coulanges
4, rue Saint-Nicolas
Mardi 14 octobre à 20 h

Sarcelles **Qui se souviendra...**
Salle André-Malraux
rue Taillepie
Samedi 15 novembre à 20 h 30

Chansons de la Grande Guerre
Salle Jacques-Berrier
rue Pierre-Brossolette
Samedi 22 novembre à 16 h

JEU

Garges-lès-Gonesse **Rallye grand jeu du centenaire de la Première Guerre mondiale**
Mercredi 5 novembre après-midi
Entrée libre

INTERNET

La Grande Guerre en Val de France au jour le jour. Page facebook
Jusque fin juin 2015, deux fois par semaine.
www.facebook.com/14.18vdf

Pour un agenda complet, voir les supports de communication des villes et de Val de France

En bref

Silex and the city

Au second trimestre 2014, l'association Jeunesse préhistorique et géologique de France (JPGF) a proposé aux élèves des classes de CE1, CE2 et CM1 de l'école Gérard-Philippe de Villiers-le-Bel un cycle d'animations pédagogiques autour de l'homme préhistorique, mené en partenariat avec la responsable pédagogique en histoire de cet établissement.



Les enfants ont été vivement intéressés par la venue d'archéologues dans leurs classes et par les outils en silex et les pièces d'armement (armatures de flèches, pointes de lances, haches emmanchées) qu'ils ont pu manipuler. Ils ont posé de nombreuses questions sur les vêtements, les animaux entourant les hommes, les habitations, le feu... L'expérience sera reconduite durant l'année scolaire 2014-2015 dans des écoles, collèges et lycées de la communauté d'agglomération Val de France. Le site Internet de la JPGF, récemment mis en ligne, permet désormais de s'informer sur les actions menées par cette association beauvillésoise.
www.jpgf.org

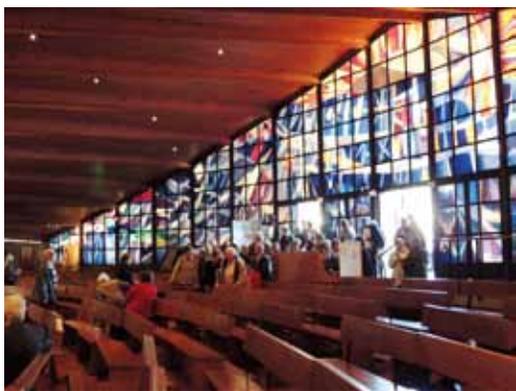
Mille ans d'inhumations à Gonesse

Dans la perspective d'installer dans l'église Saint-Pierre Saint-Paul un système de chauffage par le sol, la Ville de Gonesse a confié à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) le soin de procéder à des fouilles archéologiques préalables. La première campagne a mis au jour de nombreuses sépultures du 13^e et du 14^e siècle et d'autres plus anciennes, ainsi que des vestiges de constructions et de fondations que les études en cours rattacheront peut-être à un édifice roman.

Lors d'une seconde campagne, des niveaux de plâtre attribués au troisième tiers du 18^e siècle, d'après les gravures funéraires retrouvées, ont été dégagés dans la nef. Ils semblent correspondre à des sépultures contemporaines, ou peut-être postérieures, à l'interdiction d'inhumer dans les édifices religieux promulguée par le pouvoir royal en 1776.



Une église remarquable à Arnouville



En mars dernier, le comité Foi et Culture de l'Église catholique du Val-d'Oise a organisé un parcours-découverte des trois églises de notre département labellisées *Patrimoine du 20^e siècle* qui a réuni plus d'une soixantaine de participants. Ceux-ci ont notamment pu profiter de la visite de Notre-Dame-de-la-Paix à Arnouville, commentée par Elisabeth Flory, historienne de l'art. L'édifice a été construit, entre 1957 et 1962, pour remplacer une chapelle de secours bâtie en 1921 dans le quartier de la gare. Il se distingue par la modernité de son architecture triangulaire en béton, et est remarquable pour le traitement contemporain de ses vitraux que l'on doit aux ateliers Loire de Chartres : grande verrière en polyester coloré dessiné par André Dunin, vitrail insolite en dalles de verre signé Joseph Archepel... Autre pièce d'art contemporain : le tabernacle, œuvre de Werner Rauscher, offert par une communauté de fidèles allemands en symbole de paix.

Tranches de vies d'une Dame Blanche



Tranches de vies est un projet de collecte de mémoire portant sur le quartier de la Dame Blanche Nord de Garges, mené à l'initiative du centre social municipal Jean-Baptiste-Corot. Il va donner lieu à la fin de l'année à une exposition collective et à l'édition d'un ouvrage qui sera diffusé auprès des habitants du quartier. Piloté par Acil Lamzaouek, chargé de projet aux actions familiales et éducatives, la publication *Tranches de vies* associe des images d'archives et des témoignages d'habitants de toutes générations vivant ou ayant vécu autrefois dans ce quartier emblématique du grand ensemble gargeois. Parmi eux, certains racontent comment ils ont assisté pendant la décennie 1960 à la naissance de ce quartier que l'on appelait alors la Cité des peintres et où vivent aujourd'hui près de 5 500 personnes.

Sarcelles, mémoires plurielles



La photographe Emmanuelle Bayart s'intéresse aux dimensions sociologiques, anthropologiques et culturelles de l'inscription des individus dans un territoire. Lors d'un passage à Sarcelles, elle a été frappée par

la proximité d'un buste d'Aimé Césaire et d'une plaque mémorielle dédiée à Jean Moulin au pied du grand ensemble et a décidé de partir à la découverte des sites mémoriaux de la ville. Ce travail documentaire a donné lieu, au printemps dernier, à une exposition au Centre de la photographie de Genève et à l'édition d'un ouvrage intitulé *Commémoration*, diffusé en France par les Presses du réel. Au-delà du catalogue d'exposition et du livre de photographies, cette publication en forme d'essai livre une réflexion sur les enjeux mémoriaux. Emmanuelle Bayart sera présente à Sarcelles en dédicace à l'occasion des 31^e Journées européennes du patrimoine, les 20 et 21 septembre prochains. <http://mbayart.com>

Jouer à l'apprenti-historien



La 6^e édition du Salon de la littérature jeunesse s'est tenue du 3 au 5 avril dernier à l'espace Charles-Aznavor d'Arnouville. Organisée par les bibliothèques de Val de France, elle avait cette année pour thème la gourmandise. S'emparant de cette thématique, la Mission Mémoires et Identités en Val de France a conçu et édité un jeu – *le jeu de l'apprenti-historien* –, autour d'une ancienne confiserie de Villiers-le-Bel. Objectif : offrir aux historiens en herbe (et à leurs

parents) la possibilité de se mettre en position de chercheur en étudiant des documents d'archives. A partir de différentes pièces du passé (papiers à en-tête, publicités, registres, photographies), les apprentis-historiens ont mené leur enquête et retracé l'histoire de l'usine de fabrication de bonbons Puig dont ils ignoraient l'existence. Le jeu est disponible en ligne sur le site Internet de Val de France. www.agglo-valdefrance.fr

Les archives en ligne

Les archives départementales du Val-d'Oise ont ouvert leur site Internet en novembre dernier. Le site permet d'effectuer des recherches par commune et comporte un grand nombre de fonds. On y trouve notamment les registres paroissiaux et d'état civil, les tables décennales et recensements de la population de 1817 à 1911, des plans cadastraux napoléoniens, quelque 1 600 plans réalisés entre la fin du 18^e siècle et la moitié du 19^e siècle, des monographies d'instituteurs de 1899 et des ouvrages, revues et journaux datant du 16^e siècle à nos jours. Il offre en outre des centaines d'instruments de recherche et met à la disposition du public 130 000 notices de bibliothèques. Sa visualisation est optimisée pour tous les types d'écrans : ordinateurs, tablettes et smartphones. Des ressources exceptionnelles pour tous les habitants et enseignants de Val de France qui s'intéressent au passé de nos communes. <http://archives.valdoise.fr>



L'invité : Le musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines



Les Arcades du Lac, de Riccardo Boffil.



Fer et paix, de Nicolas Sahnès.



Exposition C'est Gonflé !, 2013.



Exposition Mon appart' des années 70, 2014.



Nuit des musées de 2014.

Le musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines (SQY) est né en même temps que la ville nouvelle dont il porte le nom. Depuis 40 ans, il suit à la trace l'évolution de son territoire. Rencontre avec Marie-Laure Estignard, sa conservatrice.

Patrimoine en Val de France : quelle est l'histoire du musée et sa vocation ?

Marie-Laure Estignard : Le musée a été créé en 1977 sous le nom d'Ecomusée de Saint-Quentin-en-Yvelines, pour sauvegarder les traces du passé au moment de la création de la ville nouvelle.

Aujourd'hui géré par la communauté d'agglomération, il a pour vocation de raconter à tous les publics l'histoire du territoire de SQY et ses évolutions au fil des siècles. Il propose des expositions, des ateliers et des visites dans et hors les murs (itinéraires pédestres et cyclistes, visites à deux voix de sites et de monuments...), ainsi qu'un service pédagogique proposant une palette d'outils originaux pour explorer le patrimoine de façon vivante et ludique.

PVDF : SQY est labellisée Ville d'art et d'histoire, de quelle manière le musée s'inscrit-il dans ce dispositif ?

M-L. E. : Le musée, labellisé *Musée de France*, valorise à la fois une collection et le patrimoine in situ de tout un territoire. En 2006, il est naturellement devenu porteur du label *Ville d'art et d'histoire*, le premier attribué à une ville nouvelle par le ministère de la Culture. A ce titre, il fait dialoguer différents patrimoines autour de la problématique de l'homme dans la ville contemporaine, il développe et transmet son expertise sur l'histoire locale, le patrimoine contemporain, l'art public, l'histoire urbaine et l'histoire des villes nouvelles et il accompagne les travaux de recherche grâce à son centre de documentation.

PVDF : parlez-nous des collections permanentes du musée ?

M-L. E. : Nous disposons de fonds variés liés à l'histoire locale ancienne (collections rurales, vie chemi-

note du Saint-Quentinois...) et à la constitution de notre territoire des années 1970 à nos jours (fonds d'archives politiques et socio-culturelles, objets et plaquettes de promoteurs immobiliers...). Le musée possède en outre une collection d'art public et une collection « design » d'objets des années 1970, allant de l'essoreuse à salade en plastique orange aux mobiliers de grands créateurs.

PVDF : la ville nouvelle fête de nombreux anniversaires autour de ses 40 ans, de quelle manière célébrez-vous ces événements ?

M-L. E. : En 2012, le musée a proposé une exposition sur les utopies de ville intitulée *Rêvons la ville*. En 2014, dans le cadre de l'opération *Mémoires de quartier* consacrée à l'histoire d'un quartier de Guyancourt et de ses habitants, le musée a présenté *in situ* l'exposition *Mon appart' des années 70*. Autour de la reconstitution de l'intérieur type d'un appartement et de l'évocation des modes d'habitat, nous avons organisé deux balades participatives ainsi qu'un itinéraire photographique dédié à ce quartier emblématique où les premières familles ont emménagé en 1974.

PVDF : quel était l'objet de votre dernière exposition *Street culture SQY* ?

M-L. E. : Cette exposition visait à retracer 30 ans de culture hip-hop à SQY. Les cultures urbaines ont apporté une autre façon d'arpenter la ville, de se l'approprier, de la défier et de produire de nouvelles expériences artistiques. Pour le démontrer, nous avons invité des artistes, graffeurs, skateurs, danseurs et rappeurs locaux, à faire découvrir leur univers et leurs valeurs au moyen d'ateliers (*SQY graffiti*, *Do it yourself*, *Skatepark au musée*). Plus de 900 personnes sont venues assister à la Nuit des musées dédiée à ces cultures urbaines. Un mode de partage et d'échanges interactif et représentatif de nos actions.

(propos recueillis par Sophie Jobez)

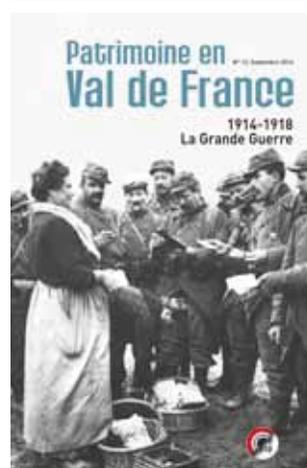
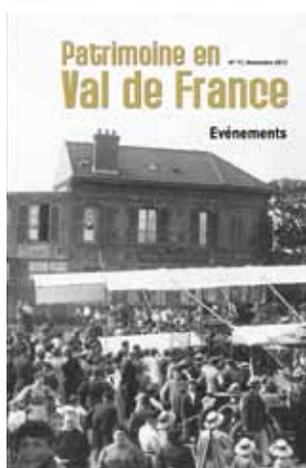
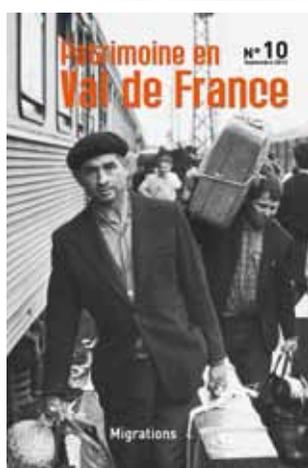
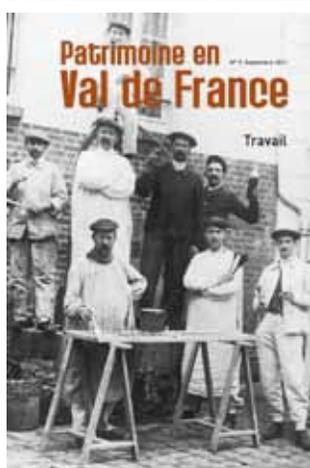
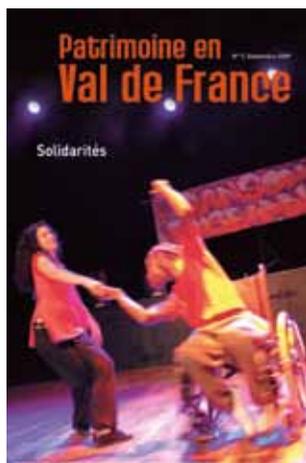
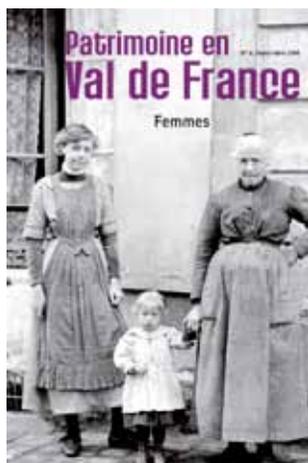
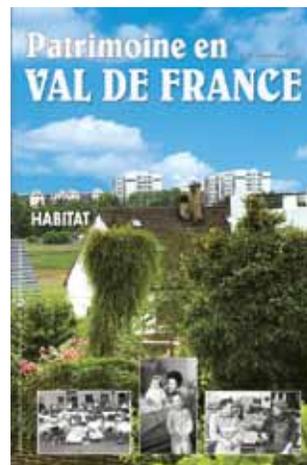
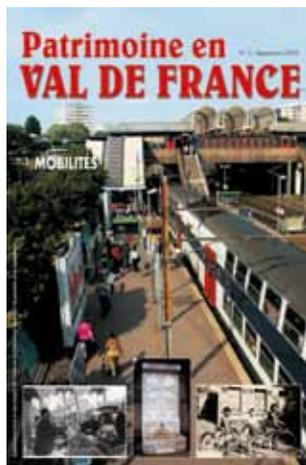
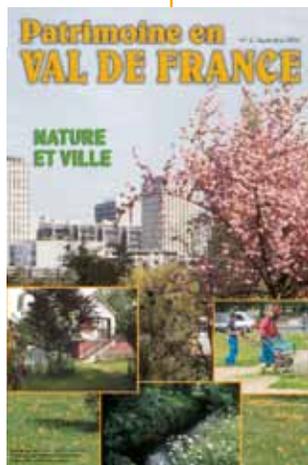
* La communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines regroupe sept communes : Elancourt, Guyancourt, La Verrière, Magny-les-Hameaux, Montigny-le-Bretonneux, Trappes et Voisins-le-Bretonneux.

Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France

Revue Patrimoine
en Val de France



ÉPUISÉ



La revue *Patrimoine en Val de France* est diffusée gratuitement, comme tous les ouvrages de la collection «Publication du patrimoine en Val de France», dans la limite des stocks disponibles. Les publications sont à demander à la Communauté d'agglomération Val de France (service Culture et Sports), par courrier (Communauté d'agglomération, 1, Bd Carnot 95400 Villiers-le-Bel), sur Internet (www.agglo-valdefrance.fr) ou par téléphone (01 34 04 20 32).

Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France

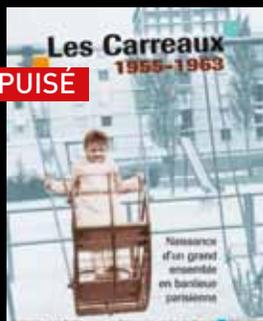
ÉPUIsé



Collection
«Les publications
du Patrimoine en Val
de France»



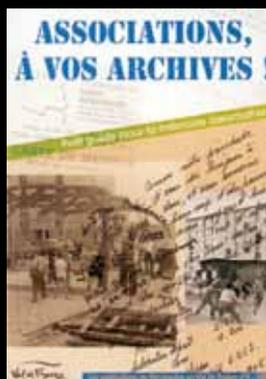
ÉPUIsé



ÉPUIsé



ÉPUIsé



Sur Internet



Guide des sources pour l'étude des grands ensembles. Garges-lès-Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel, 1950-1980.



Répertoire localisé des références bibliographiques sur les villes de Val de France.



Catalogue de ressources documentaires sur le Grand Ensemble de Sarcelles 1954-1976.



Répertoire des acteurs et des ressources Mémoires, Identités et Patrimoine dans les communes de Val de France.